

LA FAIM

DU MÊME AUTEUR

Valfierno, Fayard, 2008.
Living, Buchet/Chastel, 2013.

MARTÍN CAPARRÓS



LA FAIM

Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Alexandra Carrasco

BUCHET • CHASTEL

Titre original : *Hambre*
© Martín Caparrós, 2014.

Et pour la traduction française :
© Libella, Paris, 2015.

ISBN : 978-2-283-02886-5

Try again. Fail again. Fail better.

SAMUEL BECKETT,
Worstward Ho

Les prémices

1

Elles étaient trois : une grand-mère, une mère, une tante. Je les regardais depuis un moment s'affairer autour de ce lit d'hôpital, rassembler lentement ses deux gamelles en plastique, ses trois cuillères, sa petite casserole noircie, son seau vert, puis les donner à la grand-mère. J'ai continué à les regarder pendant que sa mère et sa tante fourraient sa couverture, ses deux, trois petits maillots, ses fripes dans un baluchon qu'elles nouèrent pour que la tante puisse le poser sur sa tête. Et j'ai été anéanti lorsque j'ai vu la tante se pencher sur le lit, soulever le petit, le tenir en l'air et le regarder bizarrement, la mine étonnée, incrédule, puis le caler sur le dos de sa maman, comme on cale les enfants en Afrique, jambes et bras écartés, poitrine contre le dos de la mère, tête tournée sur le côté. La mère l'a attaché à l'aide d'un pagne, comme on attache les petits au corps de leur mère en Afrique. Le petit était bien maintenu, prêt à rentrer à la maison, comme toujours, mort.

Il ne faisait pas plus chaud que d'habitude.

Je crois bien que c'est ici, il y a quelques années, dans un village tout près, au fin fond du Niger, qu'a commencé ce

livre. J'étais assis sur une natte avec Aisha, devant la porte de sa hutte, sueur de midi, terre sèche, ombre d'un arbre solitaire, cris d'enfants tumultueux et, tandis qu'elle me parlait de la boule de farine de mil qu'elle mangeait chaque jour de sa vie et que je lui demandais si elle mangeait cette boule de mil vraiment tous les jours de sa vie, nous avons expérimenté ce qu'on appelle un choc culturel :

– Oui, enfin, tous les jours si je peux.

M'a-t-elle répondu, puis elle a baissé les yeux, honteuse, et j'ai eu envie de disparaître dans un trou à souris, puis nous avons continué de parler de sa nourriture, de son manque de nourriture, et moi, le bobo, j'étais confronté pour la première fois à la forme la plus extrême de la faim, allant de surprise en surprise, jusqu'à ce que, au bout de quelques heures, je lui pose la question que je poserais si souvent par la suite : si surgissait un magicien capable d'exaucer un de ses vœux, n'importe lequel, que lui demanderait-elle ? Aisha mit un certain temps à répondre, comme si elle butait sur un impensé. Aisha avait entre trente et trente-cinq ans, un nez aquilin, des yeux tristes, tout le reste drapé d'un tissu couleur lilas.

– Je voudrais une vache pour qu'elle me donne beaucoup de lait, comme ça, si j'en vends un peu, je peux acheter de quoi faire des beignets pour les vendre sur le marché, et avec ça je m'en sortirais à peu près.

– Mais imagine que le magicien puisse te donner n'importe quoi, tout ce que tu lui demanderais.

– Vraiment n'importe quoi ?

– Oui, tout ce que tu demanderais.

– Alors deux vaches ?

A-t-elle soufflé avant de m'expliquer :

– Avec deux vaches, c'est sûr, plus jamais je n'aurais faim.

C'était si peu, ai-je d'abord pensé.

Et c'était tant.

2

Nous connaissons la faim, nous sommes habitués à la faim : nous ressentons la faim deux, trois fois par jour. Rien de plus fréquent, de plus constant, de plus présent que la faim et, en

même temps, pour la plupart d'entre nous, rien de plus éloigné que la faim véritable.

Nous connaissons la faim, nous sommes habitués à la faim : nous ressentons la faim deux, trois fois par jour. Mais entre cette faim répétée, quotidienne, répétée et quotidiennement rassasiée que nous éprouvons et la faim désespérante de ceux qui ne peuvent rien y faire, il y a un monde. La faim a toujours motivé des changements sociaux, des progrès techniques, des révolutions et des contre-révolutions. Rien n'a davantage influé sur l'histoire de l'humanité. Nulle maladie, nulle guerre n'a tué autant de gens. Encore aujourd'hui, aucun fléau n'est aussi meurtrier et, en même temps, aussi évitable que la faim.

Je ne le savais pas.

Dans mes plus vieux souvenirs, la faim est un enfant au ventre gonflé, dressé sur deux gambettes toutes maigres, dans un endroit inconnu qui s'appelait alors le Biafra ; à cette époque, à la fin des années soixante, j'ai entendu pour la première fois la version la plus brutale du mot faim : famine. Le Biafra fut un pays éphémère : il déclara son indépendance du Nigeria le jour de mes dix ans ; avant que j'en aie treize, il avait déjà disparu. Un million de personnes sont mortes de faim au cours de cette guerre. Sur les écrans de télévision en noir et blanc, la faim, c'étaient des enfants, des mouches bourdonnant autour d'eux, leur rictus d'agonie.

Durant les décennies suivantes, l'image me deviendrait plus ou moins familière : répétée, insistante. C'est pourquoi j'ai toujours imaginé que je commencerais ce livre par le récit cru, déchirant, féroce d'une famine. Je débarquerais avec un convoi d'urgence dans une contrée sinistre, probablement en Afrique, où des milliers de personnes seraient en train de mourir de faim. Je donnerais des détails choquants, puis, après avoir mis en scène la pire des horreurs, je dirais qu'il ne faut pas se leurrer – ou se laisser duper – : que des situations pareilles n'étaient que la pointe du sommet de l'iceberg et que la réalité était très différente.

J'avais tout parfaitement pesé, conçu, mais durant les années où j'ai travaillé sur ce livre, aucune famine gigantesque n'a sévi, rien sinon la faim routinière : la disette

chronique au Sahel, les déplacements de population en Somalie et au Soudan, les inondations au Bengale. C'est une excellente nouvelle, d'un côté. Mais sur un autre plan, d'une importance moindre, c'est un problème : ces hécatombes étaient l'unique chance qu'avait la faim de se montrer – images sur les écrans des foyers – à ceux qui n'en souffraient pas. La faim en tant que désastre ponctuel et impitoyable ne se manifeste qu'à l'occasion des guerres ou des catastrophes naturelles. Reste, en revanche, ce qui est bien plus difficile à montrer : les centaines de millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim, qui s'éreintent et en meurent à petit feu. L'iceberg, ce que ce livre tente de relater et de penser.

Même si rien n'y est dit que nous ne sachions déjà. Nous savons tous que la faim existe dans le monde. Nous savons tous que huit cent, neuf cent millions de gens – les estimations hésitent – ont faim tous les jours. Nous avons tous déjà lu ou entendu ces estimations, mais nous ne savons ou ne voulons rien en faire. À supposer que le témoignage – le récit le plus cru – ait un jour servi, on dirait qu'aujourd'hui il ne mène nulle part.

Que reste-t-il, alors ? Le silence ?

Aisha qui me disait qu'avec deux vaches sa vie serait si différente. Si je devais l'expliquer : rien ne m'a autant sidéré que de comprendre que la pauvreté la plus cruelle, la plus extrême est celle qui vous dérobe jusqu'à la possibilité de vous imaginer autre. Celle qui vous prive d'horizon et même de désirs : vous condamnant au même, inévitablement.

Je dis, je voudrais dire, mais je ne sais comment le dire : vous, aimable lecteur, si bien intentionné, un tantinet oublieux, êtes-vous capable de concevoir ce que signifie ne pas savoir si vous pourrez manger demain ? Pire : êtes-vous capable de concevoir une vie où jour après jour vous ne savez pas si vous pourrez manger demain ? Une vie qui repose essentiellement sur cette incertitude, sur l'angoisse de cette incertitude et les efforts pour imaginer comment y remédier, à ne pouvoir penser à rien d'autre ou presque car toute pensée est teintée de ce manque ? Une vie si restreinte, si riquiqui, si douloureuse parfois, si chèrement défendue.

Tant de formes du silence.

Ce livre est bourré de problèmes. Comment dire l'autre, le plus éloigné ? Il est fort probable que vous, lecteur, lectrice, connaissiez une personne fauchée par un cancer, foudroyée par une attaque, qui a perdu un amour un travail sa fierté ; il est fort improbable que vous connaissiez quelqu'un qui ne mange pas à sa faim, qui risque de mourir de faim. Tant de millions de personnes qui sont ce qui nous est le plus éloigné : ce que nous ne savons – ni ne voulons – imaginer.

Comment raconter tant de misère sans tomber dans le misérabilisme, dans l'exploitation larmoyante de la douleur d'autrui ? Ou même : à quoi bon raconter tant de misère ? Raconter la misère est bien souvent une manière de l'exploiter. Le malheur d'autrui intéresse beaucoup d'infortunés désireux de se persuader que ça ne va pas si mal pour eux ou de simplement sentir ce petit frisson au bout des doigts. Le malheur d'autrui – la misère – sert à vendre, à camoufler, à brouiller les pistes : histoire de se convaincre par exemple que le destin individuel est un problème individuel.

Et, surtout : comment lutter contre la dégradation des mots ? Les mots « des-millions-de-personnes-ne-mangent-pas-à-leur-faim » devraient signifier quelque chose, provoquer quelque chose, susciter certaines réactions. Or, généralement, les mots ne font plus tout cela. Quelque chose se produirait peut-être si l'on parvenait à restituer un sens aux mots.

Ce livre est un échec. Tout d'abord, parce que tout livre en est un. Mais surtout parce qu'une exploration du plus grand échec du genre humain ne pouvait qu'échouer. Bien sûr, mes empêchements, mes doutes, mon incapacité y ont aussi contribué. Et pourtant, c'est un échec dont je ne rougis pas : j'aurais dû apprendre plus d'histoires, me pencher sur d'autres questions, comprendre deux, trois choses encore. Mais échouer vaut parfois le coup.

Échouer encore, échouer mieux.

« La destruction, chaque année, de dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants par la faim constitue le scandale de notre siècle.

Toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Sur une planète qui regorge pourtant de richesses...

Dans son état actuel, en effet, l'agriculture mondiale pourrait nourrir sans problème 12 milliards d'êtres humains, soit deux fois la population actuelle.

Il n'existe donc à cet égard aucune fatalité.

Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné », écrivait Jean Ziegler, ex-rapporteur spécial des Nations unies sur la question du droit à l'alimentation, dans son ouvrage *Destruction massive*.

Des milliers et des milliers d'échecs. Chaque jour, dans le monde – dans ce monde-ci –, meurent 25 000 personnes de causes liées à la faim. Si vous, lecteur, lectrice, prenez la peine de lire ce livre, si vous vous laissez happer et le lisez en, mettons, huit heures, 8 000 personnes seront mortes de faim : c'est beaucoup, 8 000 personnes. Si vous ne prenez pas cette peine, ces personnes mourront quand même, mais vous aurez eu la chance de ne pas être au courant. Il est donc probable que vous préféreriez ne pas lire ce livre. Peut-être ferais-je de même à votre place. Généralement, mieux vaut ne pas savoir qui ils sont, ni comment ni pourquoi.

(Mais vous avez bel et bien lu ce bref paragraphe en trente secondes ; sachez que pendant ce temps, seules huit à dix personnes sont mortes de faim dans le monde, vous pouvez pousser un soupir de soulagement.)

Alors, si jamais vous décidez de ne pas le lire, la question continuera peut-être à vous tarabuster. Parmi tant de questions que je me pose, que ce livre se pose, il y en a une qui domine, qui carillonne, qui constamment me harcèle :

Comment, bordel, parvenons-nous à vivre en sachant que ces choses-là arrivent ?

NIGER
Structures de la faim

1

J'avais parlé avec elle un peu plus tôt : cinq, six heures auparavant, alors que son bébé était encore en vie, endormi, si maigrichon, chignant dans son sommeil :

– Le docteur m'a dit que je dois m'armer de patience, qu'il va peut-être guérir.

M'a-t-elle dit, puis j'ai hésité à lui poser la question qui coulait de source. Habituellement, ce genre de question n'a pas lieu d'être.

– Et peut-être pas ?

– Je ne sais pas, je ne sais pas ce qui peut se passer.

Kadi est âgée d'une vingtaine d'années – « je ne sais pas, une vingtaine », a-t-elle dit – et Seydou était son unique enfant. Kadi s'était mariée sur le tard, vers seize ans.

– Comment ça, sur le tard ?

– Ben oui, sur le tard. Les autres filles du village se marient à douze, dix, treize ans.

M'a expliqué Kadi, et aussi qu'on l'a mariée avec un voisin qui n'avait presque rien, vu qu'apparemment aucun autre homme ne voulait d'elle.

– Je ne sais pas pourquoi. Comme je suis maigrichonne, ils pensaient peut-être que je n'étais pas bonne à faire des enfants.

Et que Youssouf, son mari, est un gentil garçon, mais qu'ils ont beaucoup de mal à se procurer à manger car ils n'ont pas de terre alors il doit travailler où il peut et aussi qu'elle a eu du mal à tomber enceinte jusqu'au jour où enfin c'est arrivé, et vous ne pouvez pas savoir comme on a été heureux, m'a-t-elle dit, et leur peur car comment allaient-ils faire pour l'élever mais puisque tout le monde en élevait pourquoi pas eux et la joie aussi que ce soit un garçon et ils l'ont appelé Seydou et il a bien poussé, m'a-t-elle dit : quand il était tout petit il a très bien poussé, ils étaient si contents.

– Mais ensuite, il y a quelques jours, il a eu la diarrhée, une énorme diarrhée comme vous n'imaginez pas, ça ne s'arrêtait pas, ça ne voulait pas s'arrêter. Alors je l'ai emmené chez le marabout.

Le Niger – comme n'importe quel pays – est le résultat d'une somme de hasards. Les hasards africains sont plus récents, plus visibles : erreur d'un cartographe, rencontre d'un chancelier français et de son homologue anglais pour se partager telle ou telle région, disons à Versailles, en 1887, ambition ou apathie d'un explorateur à la prostate fragile. Mais c'est aussi un hasard que cet idiot de Napoléon III ait voulu soutirer de l'argent à la Bavière et l'obliger à s'allier à la Prusse pour former l'Allemagne, ou encore que les gouvernants de Buenos Aires aient été ineptes au point d'être incapables de conserver la Bande orientale au sein de leur territoire, et ainsi de suite. Gouverner, c'est profiter de l'ignorance générale pour exploiter à fond la sienne propre.

Quoi qu'il en soit : un hasard malencontreux. Suite à ce hasard, le Niger est aujourd'hui constitué pour trois quarts de terres stériles et de sous-sols guère plus fructueux. Quelques kilomètres plus au sud, ça regorge de pétrole, mais on est déjà au Nigeria, de sorte que les habitants de ce côté-ci n'ont pas du tout le droit d'en profiter et sont affamés. Il y a quelque chose de cruel derrière ce hasard que nous appelons pays et qui, paraît-il, est ce qui nous est le plus propre, que nous devrions aimer du fond de l'âme, protéger au prix de nos vies.

Le Niger est sans doute le pays le plus emblématique du Sahel, et le Sahel est cette frange de plus de cinq mille kilomètres de long et d'environ mille de large qui traverse

l'Afrique, de l'Atlantique à la mer Rouge, juste en dessous du Sahara. Sahel signifie d'ailleurs la bordure – du Sahara. C'est une zone aride, semi-désertique, plate, qui vit prospérer jadis certains des royaumes les plus puissants d'Afrique : ainsi l'Empire mandingue – ou empire du Mali – au XIV^e siècle, quand les seigneurs de Tombouctou bâtirent une des plus grandes cités de leur temps grâce à l'échange de sel provenant du désert du Nord contre des esclaves venus des forêts du Sud. Il englobe aussi aujourd'hui une partie du Sénégal, de la Mauritanie, de l'Algérie, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad, du Soudan, de l'Éthiopie, de la Somalie et de l'Érythrée. Ce sont plus de cinq millions de kilomètres carrés, cinquante millions de personnes, du bétail chétif, des cultures souffreteuses, une piètre industrie, des infrastructures déficientes ; de plus en plus de minerais exploitables.

Le Sahel est, aussi, la région qui a donné un autre sens au mot urgence – lequel était généralement réservé aux événements extraordinaires, inattendus. Chaque mois de juin, au Sahel, des gens entrent par millions en situation d'urgence : ils sont privés de nourriture, menacés de famine.

L'année suivante cela recommence.

Et l'année suivante, et encore l'année suivante – même si c'est différent à chaque fois.

Le Sahel est notamment victime d'une idée reçue : celle qui prétend que ses habitants ne mangent pas parce qu'il n'y a pas moyen de faire en sorte qu'ils mangent, la faim y étant un problème structurel, irréversible, quasi ontologique. Ils ont faim parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement, pauvres créatures de dieu.

Au Sahel, la faim est toujours présente, mais elle devient féroce au début de la période que les francophones nomment « soudure », les anglophones « *hungergap* » et nous, Hispanos, rien du tout, de toute manière à quoi bon. Ce sont ces mois où le grain de la moisson précédente est épuisé tandis que celui de la prochaine peine à émerger. Le gouvernement demande alors de l'aide ou pas, les agences internationales donnent l'alerte et mobilisent ou non leurs ressources, puis ces millions

de personnes mangent ou ne mangent pas, et tous les deux à trois jours, ici, à l'hôpital de district de Madaoua situé à 500 kilomètres de Niamey, Médecins Sans Frontières monte une nouvelle tente pour accueillir l'afflux d'enfants dénutris. Au centre de soins – Creni ou Centre de réhabilitation et d'éducation nutritionnelle intensive – prévu pour traiter une centaine d'enfants, ils sont déjà plus de 300 et le flot ne s'interrompt pas. Rien d'étonnant : à peu près comme chaque année. L'an dernier, sur les 90 000 enfants de moins de cinq ans vivant dans le district de Madaoua, 21 000 ont été soignés pour malnutrition au sein de ce centre et de ses annexes : près d'un quart des enfants de la région.

Kadi est partie tout à l'heure, à pied, son bébé attaché dans le dos.

La semaine dernière, ici, 59 petits sont morts de faim et de ses maladies associées.

Quand il est tombé malade, le marabout leur a donné des onguents pour lui en frictionner le dos, m'a-t-elle dit, et aussi des feuilles pour qu'ils lui préparent des infusions. Le marabout n'est pas seulement le sage musulman de chaque village ; il officie souvent comme guérisseur – qu'en langage politiquement correct l'on nomme aujourd'hui médecin traditionnel : un personnage clé. Kadi a suivi les prescriptions : la diarrhée continuait. Kadi est arrivée avec son bébé il y a plus de six jours – elle a dit : plus de six jours –, on les a reçus, elle et son bébé, mais elle ne comprend pas pourquoi on lui a dit qu'il était tombé malade faute d'avoir suffisamment mangé.

– Je l'ai toujours nourri, je l'ai allaité, ensuite j'ai commencé à lui donner ses repas. Nous l'avons toujours nourri. Parfois, mon mari et moi ne mangions pas, ou alors un tout petit peu, mais lui, nous lui avons toujours donné ses repas : il ne pleurait pas après le repas ; il mangeait toujours à sa faim.

M'a-t-elle dit, ombrageuse, affligée.

– Mon fils mange. S'il est tombé malade, c'est sûrement d'autre chose. Un envoûteur, une sorcière, qui sait. Peut-être qu'il a avalé trop de poussière l'autre jour, quand cet énorme troupeau a traversé le village. Ou alors la jalousie d'Amina, qui a perdu son fils, né le même jour que le mien. Je ne sais pas

ce qu'il a eu, mais ça ne peut pas être le manque de nourriture puisqu'il mange.

– Et que lui donnez-vous à manger ?

– Comment ça ? Ben la *woura*.

A-t-elle dit, une évidence : je ne lui ai pas dit que la *woura*, cette espèce de boule compacte de farine de mil et d'eau que les paysans du Niger consomment quasiment tous les jours durant toute leur vie, ne suffit pas à nourrir un bébé d'un an et demi, qu'il y manque presque tout ce dont le bébé a besoin. Kadi était contrariée, froissée :

– Ici ils me disent qu'il est comme ça parce que je ne lui ai pas donné ses repas. Ils ne comprennent rien, c'est clair. Quand je les entends, j'ai peur, j'ai envie de m'en aller.

M'a-t-elle dit. Et quelques heures plus tard, Kadi est partie, son bébé mort sur le dos.

En gros : manger une boule de mil tous les jours revient à se nourrir de pain et d'eau.

À ne pas manger à sa faim.

Faim est un drôle de mot. On l'a tant prononcé, de tant de manières différentes ; il signifie tant de choses différentes. Nous connaissons la faim et pourtant nous n'avons pas la moindre idée de ce que c'est que la faim. À force de dire et d'entendre le mot faim, il s'est usé, transformé en poncif.

Faim est un drôle de mot. À partir du latin *famen*, les Italiens ont formé le mot *fame*, les Portugais *fome*, les Français *faim*, et les Espagnols *hambre*, avec ce *br* qui est aussi entré dans la construction de *hombre* (homme), *hembra* (femelle) et *nombre* (nom) : des mots très lourds. Il n'est sans doute pas de mot plus chargé que *hambre*, et pourtant il est si facile de s'en décharger.

Faim est un mot déplorable. Des poètes de quatrième zone, des politiciens de huitième et toute sorte de plumitifs complaisants l'ont tant employé et à si bon compte qu'il devrait être interdit. Au lieu d'être interdit, il est neutralisé. « La faim dans le monde » – comme dans « Vous prétendez peut-être en finir avec la faim dans le monde ? » – est une expression figée, un lieu commun, une formule quasi sarcastique pour exprimer le ridicule de certaines intentions. L'ennui avec ces concepts

vieux et défraîchis, émoussés par un usage facile, c'est qu'un jour, quelque chose vous les montre comme neufs et ils vous explosent alors en pleine figure.

En espagnol, *hambre* est un nom féminin qui possède – d'après ceux qui énoncent le sens des mots – trois significations : « Envie et besoin de manger ; Pénurie des aliments de base entraînant flambée des prix et misère généralisée ; Appétit ou vif désir ». Un état physique individuel, une réalité partagée par un grand nombre, une sensation intime : difficile d'imaginer trois acceptions plus différentes.

Faim signifie bien évidemment bien plus que tout cela. Mais le mot faim est généralement banni du vocabulaire des techniciens et bureaucrates concernés. Ils le trouvent sans doute trop brutal, trop rude, trop parlant. À moins – supposons, d'un œil affable – qu'ils ne le jugent imprécis. Les termes techniques présentent un avantage : ils ne produisent aucun effet émotionnel. Certains mots, si ; d'autres, nombreux, non. Eux – et les organismes pour lesquels ils travaillent – préfèrent généralement ceux qui n'en produisent pas. Ils parlent donc de sous-alimentation, de dénutrition, de malnutrition, d'insécurité alimentaire – et les termes finissent par s'embrouiller et embrouiller le lecteur.

Je voudrais avant tout définir ce que je dis quand je dis faim. Ou du moins ce que j'essaie de dire.

Nous mangeons du soleil.
Du soleil, certains
bien plus que d'autres.

Manger, c'est s'enseueillir. Manger – ingérer des aliments –, c'est absorber de l'énergie solaire. Des photons diversement chargés s'abattent constamment sur la surface du globe : grâce à cet étonnant processus que l'on appelle photosynthèse, les plantes les capturent et les transforment en matière comestible. 10 % de la surface terrestre, soit près de 15 millions de kilomètres carrés, un quart d'hectare par être humain, est consacré à cela : la culture de plantes qui fabriquent de la chlorophylle, laquelle sait transformer l'énergie électromagnétique du soleil en énergie chimique produisant des réactions

qui à leur tour transforment le dioxyde de carbone de l'atmosphère et l'eau des plantes en oxygène, que nous respirons, et en hydrates de carbone, que nous mangeons. En dernière instance, nous ne mangeons, directement ou indirectement – par le biais des animaux qui les mangent –, que des fibres végétales gorgées de soleil.

Cette énergie est ce dont nous avons besoin pour reconstituer nos forces. Cette énergie pénètre dans notre corps sous différentes formes : lipides, protides, glucides, à l'état liquide ou solide. Pour quantifier l'énergie absorbée par chaque organisme, il existe une unité de mesure : la calorie.

En physique, une calorie est définie comme la quantité d'énergie nécessaire pour augmenter d'un degré centigrade la température d'un gramme d'eau. Pour fonctionner, un corps consomme de grandes quantités d'énergie : c'est pourquoi l'on mesure la consommation de celle-ci en unités de mille de calories – les kilocalories. Les besoins caloriques de chacun varient selon l'âge et la situation. Mais, grosso modo, on estime qu'un bébé de moins d'un an a besoin d'ingérer environ 700 kilocalories par jour, 1 000 jusqu'à l'âge de deux ans, 1 600 vers cinq ans. Un adulte a besoin de 2 000 à 2 700 kilocalories selon sa corpulence, le climat sous lequel il vit, le métier qu'il exerce. L'Organisation mondiale de la santé considère qu'un adulte qui ne consomme pas au minimum 2 200 kilocalories par jour ne parvient pas à récupérer ses dépenses en énergie : à s'alimenter. C'est une moyenne – un repère – mais cela permet d'avoir une idée d'ensemble.

Un adulte qui ne parvient pas à ingérer ses 2 200 calories journalières ne mange pas à sa faim. Un enfant qui ne reçoit pas ses 700 à 1 000 calories journalières, selon son âge, ne mange pas à sa faim.

La faim est un processus, une lutte du corps contre le corps.

Quand un adulte ne parvient pas à avaler ses 2 200 calories journalières, il ne mange pas à sa faim : il se mange lui-même. Un corps affamé est un corps en train de se manger lui-même, faute d'autre chose à se mettre sous la dent.

Quand un corps mange moins qu'il n'en a besoin, il commence par puiser dans ses réserves de sucre, puis de graisse. Il bouge de moins en moins, devient léthargique. Il perd du poids et des défenses : son système immunitaire s'affaiblit par moments. Il est assailli de virus qui lui provoquent des diarrhées, lesquelles le vident peu à peu. Des parasites que le corps n'arrive plus à repousser s'installent dans sa bouche, ça fait très mal ; des infections pulmonaires entravent sa respiration et ça fait très mal. Enfin, sa masse musculaire se met à fondre, il ne tient plus debout, bientôt il ne pourra plus bouger ; ça fait mal. Il se recroqueville, se fripe : sa peau se plisse et se fendille ; ça fait mal. Il pleure doucement ; immobile, il attend la fin.

Peu de gens – trop de gens – meurent de faim à proprement parler ; beaucoup de gens meurent de maladies ou d'infections qui s'avèrent mortelles parce que leur organisme, affaibli par la privation de nourriture, n'arrive plus à les combattre ; maladies ou infections qui, chez une personne normalement nourrie, passeraient presque inaperçues.

Peu de gens – trop de gens – meurent de faim à proprement parler. La moitié des enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans dans un pays comme le Niger meurent de causes liées à la faim.

Le mot que personne ne veut employer.

Ou alors, qu'on emploie comme on dirait rengaine, verdâtre ou camelot.

Hier, ce matin, le petiot de Kadi.

2

Ce sont des morts dont on ne parle pas dans les journaux. Ils ne pourraient pas : ils seraient submergés. Les journaux rapportent les faits inhabituels, extraordinaires.

– Non, je ne suis jamais allée à l'école. Vu que j'étais une fille et que je n'avais pas de papa...

Quand elle était petite, Aï se demandait à quoi servent les papas : qu'est-ce que ça fait d'en avoir un, à quoi ressemble la vie des enfants avec un papa, à quoi ils servent. Aï ne voyait pas trop la différence : ses cousins et elle vivaient tous ensemble dans la cour de la maison des grands-parents, les autres avaient un papa et elle, qui n'en avait pas, habitait quand même avec eux. Plus tard, bien plus tard, on lui raconta que son papa était mort à sa naissance, deux ou trois jours après, qu'il était mort comme ça, sans raison, de mort naturelle, et que si elle avait eu un papa, elle serait peut-être allée à l'école. Alors elle se disait que ne pas avoir de papa était un avantage.

– Je ne voulais pas aller à l'école.

Disait-elle, mais de toute manière ses cousines qui avaient un papa n'y allaient pas non plus. Mais peut-être si elle avait eu un papa, se dit-elle aujourd'hui, on ne l'aurait pas mariée si jeune. Ou alors si.

Quand on lui a dit qu'elle allait se marier, Aï était une enfant qui s'échappait pour aller s'amuser avec ses copines : les nuits de pleine lune, elle retrouvait les autres filles du village pour chanter et danser de vieilles chansons, en tapant sur un tam-tam ou dans leurs mains ; à d'autres moments, elles modelaient des poupées en terre, des marmites et des assiettes, une vache et des chameaux, des maisons, puis elles jouaient à la maman : elles se préparaient à être ce qu'elles deviendraient. Le reste du temps, elles jouaient à la maman pour de vrai : elles nettoyaient, allaient chercher de l'eau, s'occupaient des petits frères et sœurs, cuisinaient.

– Comment imaginiez-vous votre vie quand vous seriez grande ?

– Rien, je n'imaginai rien. Je voulais me marier. La seule chose que j'imaginai, c'était que je me marierais, une fille, que peut-elle faire d'autre ? Mais pas si vite...

À ses douze ans, sa famille l'avait mariée à un cousin germain ; son oncle avait payé les 50 000 francs – 100 dollars – de dot, les 100 000 pour le linge et le trousseau, et ils avaient organisé une grande fête. Aï s'était bien amusée, mais au moment d'aller chez son cousin-mari, elle mourait de peur.

– C'était un homme, une grande personne.

Le Niger est un des pays où l'on compte le plus de mariages de mineurs : même si c'est illégal, une fille sur deux est déjà

mariée avant l'âge de quinze ans. Le mariage d'une fille est notamment une source de revenus pour la famille : plus ils sont dans le besoin – plus ils ont faim –, plus la tentation est grande de marier la petite pour toucher la dot et manger dessus pendant quelques jours et avoir une bouche de moins à nourrir.

– Je le regardais et j'étais terrifiée. Et lui, il ne se contentait pas de me regarder.

Aï tenta plusieurs fois de s'enfuir. Au début, elle retournait chez sa mère et sa grand-mère, mais on la renvoyait et, systématiquement, son oncle-beau-père et son mari-cousin la battaient pour qu'elle ne récidive pas. Aï commença alors à s'enfuir dans la campagne, vers une contrée éloignée ; on finissait toujours par la retrouver. Jusqu'au jour où son oncle-beau-père lui dit très calmement que si elle s'enfuyait encore, il lui trancherait lui-même la gorge. Et Aï le crut. Parfois, quand son oncle dormait, Aï passait le doigt sur le tranchant de sa machette au manche en bois ; deux ans plus tard, elle eut sa première fille. Ensuite viendraient trois garçons.

– Et vous vivez toujours avec votre mari ?

– Oui, je vis avec lui, bien sûr.

– Vous vous entendez bien ?

– Aucun problème.

Dit-elle pour clore le débat. Aï pense qu'elle doit avoir dans les vingt-cinq ans, mais elle en paraît moins ; elle porte un foulard bleu ciel et vert à pois blancs enroulé autour de la tête, elle a de grands yeux, des lèvres épaisses, une cicatrice tribale en forme de fleur sur la joue gauche, des anneaux sur les oreilles et sur le nez, un collier de perles de couleur : son visage a une structure très complexe, chargé de nuances.

– Il est très travailleur, il travaille beaucoup. Et il a changé, il ne me bat plus.

Sa vie, en revanche, est toujours la même. Chaque matin, Aï se lève vers six heures, se lave, prie et commence à moudre le mil pour préparer la boule. Pour éplucher et défaire le grain au mortier, il faut taper dessus pendant une heure et demie à deux heures ; ensuite, elle doit aller chercher de l'eau au puits, à environ trois cents mètres de chez elle : un seau de dix litres sur la tête – et faire en sorte que cela lui suffise, pour éviter d'avoir à y retourner. Même si, dernièrement, sa petite peut s'en charger.

– Elle ne va pas à l'école ?

– Non, nous n'avons pas de quoi l'y envoyer. Elle a un papa, pourtant.

Dit-elle, et je ne suis pas sûr qu'elle soit ironique. Le feu est un autre souci : elle ou un des petits doivent aller chercher des branches pour faire bouillir l'eau qu'elle mélangera à la farine de mil et, quand il y en a, un petit filet de lait pour former la boule. Vers onze heures, quand la chaleur devient intenable, Aï l'apporte en même temps qu'une bassine d'eau à Mahmouda, son mari, dans le champ où il travaille. Ils ont trois petites parcelles de moins d'un quart d'hectare chacune, et Mahmouda les travaille seul car l'aîné des petits n'a pas encore sept ans. Même si cette fois, dit Aï, les deux aînés sont allés l'aider à semer. Mais seulement à semer, dit-elle.

– Pour l'instant, ils ne sont bons qu'à ça, les pauvres.

Près de la moitié des enfants nigériens âgés de moins de cinq ans ont grandi moins qu'ils n'auraient dû, faute d'une alimentation suffisante. S'ils atteignent l'âge adulte, ils tomberont plus souvent malades que les autres, auront moins de chances de travailler et de profiter de la vie, ils auront en somme une existence plus brève et plus indigente que s'ils s'étaient bien nourris au cours de leurs premières années. C'est aussi bête que ça.

La maison d'Aï est un carré de terre de quinze mètres sur quinze enclos par un muret en adobe de moins de deux mètres de haut, rugueux, irrégulier. À l'intérieur de cette enceinte, deux cubes en adobe de trois mètres sur trois pour les chambres ; une construction circulaire en adobe surmontée d'une coupole pointue en chaume pour le grenier. Mais la vie se déroule essentiellement à l'air libre, dans cette cour un peu sale où une chèvre allaite son chevreau, où la fille d'Aï broie du grain dans un mortier aussi grand qu'elle, où les fils d'Aï cavalent dans tous les sens, où elle et moi parlons, assis par terre, sur sa petite natte en osier.

Égrener l'épi, éplucher le grain, l'écraser dans le mortier : autant de tâches que les habitants des pays riches – et les habitants riches des autres pays – ne font plus : nous achetons du tout fait.

Nous sommes à Koumassa, l'un des nombreux villages autour de Madaoua. Le village, ce sont 20 à 30 maisons comme celle-ci ; les rues, les espaces vides entre elles. Tous les deux, trois kilomètres, au milieu des terres cultivées par les habitants, se dresse un de ces villages ; ensuite, tous les 10 à 20 kilomètres, un bourg abritant le centre administratif et le marché. Telle est la structure classique, le tissu du monde agricole du temps où l'on disposait de ses jambes pour tout moyen de transport.

Quand je vois ces villages, je peine à imaginer que cela ait changé depuis mille ans : leurs rues sont les espaces laissés entre les maisons où s'agitent enfants chèvres poules tout d'os et de plumes ; un petit passe en faisant rouler un vieux pneu, deux autres font de l'escrime avec des bâtons, plusieurs filent en courant, sans but apparent. Un jour, quelqu'un comprendra le sens de la course des enfants, il aura alors compris le monde. En attendant, nous demeurons dans l'ignorance. La mosquée plantée au milieu du village est une pièce de trois mètres sur trois surmontée de sa petite tour peinte il y a très longtemps en vert et bleu ciel. Des femmes écrasent du grain dans leurs mortiers en bois, d'autres passent avec des petits attachés dans le dos, une fille d'une douzaine d'années en porte un elle aussi. D'autres s'amassent autour du puits avec quantité de bidons de couleur pour laver ou discuter ou puiser de l'eau, tandis que les hommes s'assoient pour bavarder au bord de la route sur un tronc – usé, poli par le frottement de leurs fesses et des fesses de leurs aïeux, par des siècles de fesses –, à côté se trouve l'échoppe, encore une hutte en adobe mais avec trois murs au lieu de quatre, où l'un d'eux vend des œufs, du thé, des boîtes en fer, des bidons usagés et des cigarettes. Un homme jeune passe sur une carriole chargée de bois, tirée par un âne, la femme au-dessus du tas de bois, l'homme sur l'âne et la carriole, mais attention, une carriole munie de roues en caoutchouc ; un berger peul avec son chapeau de paille rond et pointu, son très long bâton, arrive en conduisant ses chèvres et des vaches étiques à cornes longues et fines ; un pick-up avance au pas, avec quinze à vingt passagers entassés sur le plateau, les jambes pendant dans le vide, les corps étroitement collés les uns aux autres, certains assis sur des planches qui dépassent pour pouvoir transporter plus de corps.

Quand Mahmouda a fini de manger, dans son champ, à l'ombre de l'arbre, Aï retourne chez elle faire le ménage, s'occuper des petits. Si tout va bien, à une ou deux heures elle peut dormir un peu : de toutes manières, la chaleur l'empêche d'en faire plus. Jusqu'au soir, quand elle se mettra à préparer la pâte de mil – une sorte de polenta – qui, les bons jours, est servie avec une sauce d'oignons revenus, peut-être de la tomate, éventuellement des feuilles de gombo ou de baobab.

– Alors nous nous assoyons pour manger avant le coucher de soleil, ici, dans la cour. Moi, ça m'est égal, mais mon mari dit qu'il n'aime pas manger dans le noir, qu'il aime voir. Mais cette année, il y a eu beaucoup de jours où nous n'avons pas eu de quoi préparer le repas du soir.

C'est parce que Mahmouda a voulu améliorer notre situation, raconte Aï : il a vendu une partie du mil qu'il avait moissonné en octobre pour pouvoir semer des oignons en décembre, et l'engrais et les semences qu'il a fallu acheter étaient chers, mais comme la récolte fut bonne, ils y ont cru.

– Mais quand nous sommes allés vendre nos oignons, on nous en a donné une misère. Ils disaient qu'il y en avait trop, qu'il n'y aurait personne pour les acheter, qu'il fallait les vendre à ce prix-là ou les manger nous-mêmes, alors à la fin on en a tiré trois fois rien. Ensuite, quand on doit acheter le mil pour se nourrir, les prix montent sans arrêt.

– Et alors ?

– Et alors maintenant on a une dette sur le dos.

– Une dette ?

– Mon mari avait emprunté à un ami à lui.

L'emprunt était de 50 000 francs, et comme ils n'en ont même pas récupéré la moitié, Aï ne sait pas comment ils vont faire pour le rembourser.

– Comment allez-vous faire ?

– Je ne sais pas. Espérons que l'année prochaine, la récolte sera meilleure.

Aï est inquiète. Elle dit que l'ami de son mari est une bonne personne, mais que s'ils ne peuvent pas le rembourser, il va prendre leur parcelle, du moins une partie de leur parcelle. Auquel cas, c'est sûr, plus jamais ils n'auront suffisamment à manger.

– Le pire, c’est que cette année, mon mari n’a pas pu semer. Quand la saison est arrivée, nous avons déjà mangé tout le grain, nous n’avons plus de quoi semer. Nous n’avons même plus de quoi manger. Alors maintenant il travaille la terre d’un riche pour qu’il nous donne quelque chose à manger, il n’a rien pu planter sur notre petit bout de terre.

– Et comment allez-vous faire pour manger l’année prochaine ?

– Ouh ! C’est dans longtemps, ça.

En 2012, les ONG et les agences qui travaillent au Niger ont pris en charge quelque 400 000 enfants, mais elles estiment à plus d’un million ceux qui auraient eu besoin de leur secours. Elles ne peuvent pas non plus le certifier : ces agences et ces ONG ne couvrent qu’une partie du territoire. On ne sait pas très bien ce qui se passe ailleurs : il n’y a pas de réseau sanitaire efficace, pas de données chiffrées, mais une foule – combien ? – d’enfants qui naissent sans être déclarés et qui meurent et sont enterrés et qui n’ont jamais existé.

Son fils cadet, Ismail, est âgé d’un an et deux mois, il a été hospitalisé pendant quinze jours : à son arrivée il pesait moins de quatre kilos, en état de dénutrition sévère. Il va mieux, mais Aï craint une rechute.

– Maintenant je dois l’amener ici toutes les semaines pour un contrôle et pour récupérer mon petit sac d’aliments. Je le fais, mais je ne pourrai pas le faire indéfiniment. Je ne veux pas aller tout le temps chercher le petit sac d’aliments. Si le petit a besoin de bien manger, je voudrais qu’il le fasse à la maison.

Ismail porte un petit bonnet de laine bleu et blanc vu qu’il ne fait pas plus de 35 degrés, il suçote un sachet de complément alimentaire comme s’il aimait ça.

– Pourquoi y a-t-il des gens qui ont et d’autres qui n’ont pas ?

– Ben, certains peuvent se faire aider par leurs parents et d’autres pas.

– Non, je voulais dire : il y a des gens beaucoup plus riches, qui ont des maisons, des voitures, et d’autres qui n’ont rien. Pourquoi ça ?

– Je ne sais pas.

Aï a un rire gêné ; d'un regard, elle appelle à la rescousse Béa, mon interprète locale. Béa se tait.

– Je ne sais pas, comment voulez-vous que je sache ?

Dit Aï, puis elle se ravise :

– Ici, au village, ce qui fait la différence, ce sont les terres ; ceux qui possèdent les plus grandes terres peuvent tout se permettre.

Dit-elle, et je me souviens d'une autre Nigérienne, il y a des années, dans un village comme celui-ci, qui m'expliquait la différence essentielle entre un riche et un pauvre :

– C'est simple : les pauvres travaillent de leurs mains, les riches travaillent avec leur argent.

M'avait-elle dit.

– Comment ça, ils travaillent avec leur argent ?

– Oui, au lieu de travailler de leurs mains, ils paient d'autres gens pour faire le travail à leur place, pour cultiver leurs champs.

Cette fois-là, j'étais parti écrire une histoire sur les banques céréalères qui proliféraient dans la région. Cela paraissait une bonne idée : une ONG incitait les femmes de ce petit village – de centaines de petits villages – à s'organiser pour construire des greniers ; si elles le faisaient, l'ONG leur donnait plusieurs tonnes de mil afin de constituer le capital initial de la banque céréalère, dont la fonction consistait à prêter du mil à ses membres pendant la *soudure*¹ – et les aider ainsi à survivre. Une fois que leurs maris auraient moissonné, les membres devaient rembourser leur prêt en semences, moyennant un faible intérêt.

Cette initiative présentait deux avantages évidents. Le plus flagrant : elle aidait des milliers de familles à passer le cap le plus difficile ; le moins flagrant : elle conférait aux femmes un pouvoir qu'elles n'avaient jamais eu au sein de leurs communautés. Mais à présent, Aï m'explique que dans son village, comme dans d'autres, les banques se sont trouvées en difficulté car trop de femmes ne remboursaient pas leurs prêts – se refusaient, n'arrivaient pas à rembourser leurs prêts –, et ont donc été peu à peu à court de capital grain. La plupart des banques ont abandonné le prêt au profit de la vente ; elles n'en demeuraient pas moins utiles : elles garantissaient un prix 30 à 40 % plus bas que

1. En français dans le texte.

sur le marché et, ce faisant, obligeaient les négociants à contenir les leurs. Mais même cela, me dit-on, est parti à vau-l'eau : les négociants ont eu recours à des prête-noms locaux et des pots-de-vin pour racheter les stocks de grains, les revendre au moment opportun et contrôler au passage les prix du marché.

La crise économique dans les pays donateurs précipita la déroute : quand une banque se trouvait à sec de grains, son renflouement devint tout à coup plus incertain – c'était la fin des sauvetages. Alors beaucoup de banques mirent la clé sous la porte. Il y a quelques mois, celle de son village, me dit Aï. Le groupe de femmes de son village continue de se réunir, me dit Aï, mais maintenant, sans la banque, les hommes se moquent de ce qu'elles peuvent dire.

– Avez-vous peur de ne pas avoir assez à manger ou bien n'y pensez-vous pas ?

– Si, bien sûr que j'y pense. Les soirs où je n'ai rien pu donner à mes enfants, j'y pense beaucoup.

– Vous pensez quoi ?

– Je ne sais pas, rien de particulier. J'y pense.

Aï pense, elle pense beaucoup. Aï n'a jamais eu suffisamment à manger, elle n'est jamais allée dans une ville, n'a jamais eu l'électricité ni l'eau courante ni un réchaud à gaz ni des toilettes, elle n'a jamais accouché à l'hôpital, n'a jamais regardé une émission de télé, n'a jamais porté de pantalon, n'a jamais possédé de montre ni de lit, n'a jamais lu un livre ni un journal, jamais remboursé un crédit, jamais bu du coca, jamais mangé une pizza, jamais choisi son avenir, jamais pensé que sa vie pouvait être autre.

Elle n'a jamais pensé qu'elle pourrait éventuellement vivre sans se demander si elle allait manger le lendemain.

3

Une des premières finasseries du manuel consiste à parler – éventuellement, quand il n'y a pas d'autre issue – de la faim impersonnelle, quasi abstraite, un sujet en soi : la faim. Lutter contre la faim. Réduire la faim. Le fléau de la faim.

Or la faim n'est rien en dehors des personnes qui en souffrent. Le sujet n'est pas la faim, mais ces personnes.

Si une personne – une seule personne, dotée d'un nom, d'une histoire, d'un visage – mourait de faim, on crierait sans doute au scandale. De quoi faire les choux gras de toute la presse, des journaux télévisés, des réseaux sociaux. Le monde entier en parlerait, en pleurerait, sincèrement attristé. Les gouvernants diraient que c'est intolérable, que cela ne doit en aucune façon se reproduire, ils promettaient des mesures aussi urgentes que draconiennes. Le pape se montrerait à son balcon et ferait des signes de croix – il dessinerait peut-être même des rayures dans l'air, des rayons. Ce serait un éclair un soir d'été, et non pas dans l'orage habituel.

Les termes techniques obvient à l'émotion. Admettons qu'ils le fassent par conscience professionnelle, pour définir plus précisément leur objet d'étude. Ou bien par correction politique, pour éviter d'offenser en appelant un chat un chat. Admettons que cela parte d'une bonne intention, pour mieux remplir leur mission ; il reste que les problèmes de plusieurs milliards de personnes se transforment en un texte que seul un petit nombre comprend, tandis que la majorité des gens ne sait pas de quoi il retourne. En somme : la langue bureaucratique fait office de barrière contre la généralisation de la connaissance – la forme la plus féconde de la connaissance.

En tout état de cause, les grands bureaucrates préfèrent généralement éviter de dire – d'écrire – le mot *faim*. Pour éviter de le dire, ils préfèrent ne pas parler non plus de malnutrition, de dénutrition et de ce genre de choses, et pour faire comme s'ils parlaient alors qu'ils préféreraient se taire, alors qu'ils se taisent, ils ont inventé l'expression « insécurité alimentaire » – en anglais, *food insecurity*.

En réalité, c'est le concept inverse qu'ils ont inventé : la « sécurité alimentaire ». Le Sommet mondial de l'alimentation, organisé à Rome en 1996 sous l'égide de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – la FAO, oui, la FAO –, a établi que : « La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation

suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. »

Voilà un des nombreux prodiges du bureaucrate : un concept qui ne repose que sur ce qu'il nie. Quiconque a régulièrement accès à la nourriture ne pensera jamais à sa sécurité alimentaire ; seuls ceux qui n'en disposent pas y pensent quand ils le peuvent. L'idée opérative n'est donc pas la « sécurité alimentaire » mais son contraire. L'idée d'insécurité alimentaire est un des euphémismes les plus désolants en ces temps d'euphémismes désolants.

(C'était bien essayé. Dans un monde où la sécurité est une valeur suprême, servant à justifier quantité d'outrages et dont l'invocation coupe court à tout débat, considérer la nourriture comme une des figures de la sécurité est un effort louable.

On part du principe que nous sommes tous menacés par l'insécurité – certains, les pauvres, par l'insécurité alimentaire. La sécurité, c'est les droits de l'homme – le discours dominant – d'aujourd'hui. Si, en 1948 – et surtout dans les années 1970 et 1980 –, il seyait d'affirmer que l'alimentation était un droit de l'homme, de nos jours il convient de dire que c'est une condition de la sécurité.

Il faudra ensuite parler de ce monde qui a troqué droits de l'homme contre sécurité : bien pratiqué, à bonne dose, le terrorisme des vilains a conduit à cela et à bien d'autres choses.)

Selon leurs manuels, le degré le plus élevé de « l'insécurité alimentaire » est la « malnutrition conjoncturelle aiguë » – qu'en clair nous pouvons appeler famine. La famine est la première chose à laquelle nous pensons lorsqu'il nous arrive de penser à la faim. Nous y pensons quand on en parle dans les journaux et à la télévision à l'occasion – ou plutôt quelques jours après – d'un événement : un tremblement de terre, une inondation, une sécheresse, une invasion de sauterelles, un affrontement armé surviennent et des millions de personnes sont privées de nourriture – parce que celle-ci disparaît ou que la population fuit ou que la chaîne d'approvisionnement est rompue.

Ce sont des situations où l'on ne peut ni semer ni récolter, où les chemins sont impraticables ou occupés, où l'État

ne fonctionne plus. Les affamés deviennent réfugiés, clients, mendiants de l'assistanat mondial. Ils se blottissent dans les camps ou les alentours des centres de distribution de vivres et attendent qu'on leur donne. Ils n'ont pas de ressources propres, pas la moindre autonomie : ils dépendent des initiatives des autres. Si ces autres cessent de leur donner, ils mourront en quelques jours. Cela arrive.

Chaque année, les famines affectent de différentes façons quelque 50 millions de personnes. Cela paraît beaucoup, c'est beaucoup ; ce n'est rien par rapport à ceux qui souffrent de « malnutrition structurelle ».

« Malnutrition structurelle » est un concept froid, bien de notre époque, qui sert à décrire une situation qui nous choque. Ce n'est pas le drame, la catastrophe, l'irruption spectaculaire du désastre, mais la normalité insidieuse de centaines de millions d'existences pour qui ne pas manger à sa faim est la règle.

Dans la société du spectacle, la malnutrition n'a pas la possibilité de se mettre en scène. Hormis les chiffres. Mais les chiffres n'ont pas le sex-appeal d'une photo d'enfant rachitique.

La famine est plus facile à justifier : furie de la nature, cruauté d'un tyran, ravages d'une guerre. En revanche, la malnutrition relève de la bureaucratie pure, de la banalité du mal. Or elle concerne l'immense majorité des affamés.

La « malnutrition structurelle » est chronique, elle s'étire dans le temps. Ce n'est pas un événement ; c'est la normalité d'une multitude de gens. On ne la voit pas, mais elle est toujours là, elle se transmet de génération en génération, se perpétue des décennies durant dans les pays les plus pauvres. D'une manière ou d'une autre, elle affecte deux milliards de personnes environ, soit près d'un tiers des hommes et des femmes de la planète.

Ces, disons, deux milliards de personnes souffrent de ce qui s'appelle en bureaucratie l'*insécurité alimentaire* au sens strict : il leur arrive de manger suffisamment, mais elles ne sont jamais sûres d'y parvenir – et elles n'y parviennent pas toujours. Elles

sont nombreuses, elles sont variables : par définition, pour elles, manger ou ne pas manger est un va-et-vient ; le moindre changement – perte d’emploi, aléa météorologique – dans les conditions de vie de ces personnes – millions de personnes – suffit pour qu’elles ne soient plus assurées de manger le lendemain.

Ces, disons, deux milliards d’hommes et de femmes sont malnutris. Généralement, les plus pauvres ne mangent pas une quantité suffisante d’aliments riches en nutriments – viande, œufs, poisson, lait, légumes, fruits et végétaux – et ils en paient les conséquences. Les techniciens nomment *malnutrition* au sens strict la carence de certains aliments clé pour une croissance complète. Un manque de minéraux et vitamines empêche que le corps, même s’il reçoit suffisamment de calories, ne se développe comme il devrait : apparaît alors ce que Jean Ziegler a appelé la « faim invisible ».

Un de ses effets les plus répandus est l’anémie, produite par le manque de fer : la moitié des gens qui ne consomment pas assez de fer souffrent d’anémie. Un milliard et demi de personnes sont, dit-on, touchées par cette maladie sous ses formes les plus diverses. Les mères surtout, chez qui un décès sur cinq est dû à l’anémie.

Il y a aussi le manque de vitamine A : selon certaines estimations, chaque année, cette carence rend aveugles 500 000 enfants à travers le monde, en affaiblit un plus grand nombre encore, proie facile de la malaria ou de la rubéole et, en dernière instance, tue plus de 600 000 enfants de moins de cinq ans chaque année.

En raison du manque d’iode dans l’organisme de leurs mères, 20 millions d’enfants pauvres naissent chaque année avec des cerveaux qui n’ont pas pu se développer jusqu’au bout : leur coefficient intellectuel dégringole.

Le manque de zinc entraîne des déficiences motrices et prédispose aux maladies infectieuses : la diarrhée, si souvent mortelle, est bien plus virulente dans un organisme carencé en zinc. Selon l’Organisation mondiale de la santé, elle tue 800 000 enfants chaque année.

Et ainsi de suite.

Et puis il y a le noyau dur de la malnutrition, les damnés parmi les damnés de la terre. Quand on manque aussi

des protéines et des calories nécessaires à la reconstitution de l'énergie consommée, la malnutrition devient dénutrition.

La faim dans toute sa splendeur : les 800 à 900 millions de la phrase habituelle.

Et même parmi eux il existe encore des sous-catégories, des différences : la faim touche particulièrement les plus petits. Un affamé sur cinq est un enfant de moins de cinq ans. Non seulement les enfants n'ont pas le privilège d'être épargnés, mais ils sont les plus lésés. Il existe une distinction majeure entre la faim chez un enfant et la faim chez un adulte : un adulte dénutri peut récupérer sans trop de dommages – à condition bien sûr qu'il ait assez à manger – ; un enfant de moins de cinq ans sous-alimenté aura perdu toute chance de fabriquer des neurones en suffisance et ne sera jamais ce qu'il aurait pu être.

La faim des tout-petits découle généralement de la faim de leur mère. Les femmes, la moitié de la population mondiale, représentent 60 % des affamés : dans beaucoup de cultures, le peu de nourriture est réparti de manière telle que les hommes en reçoivent plus que les femmes : faim de genre. Chaque jour, 300 femmes meurent en couches des suites d'une anémie. Et 1 000 parturientes supplémentaires meurent chaque jour à cause d'autres déficiences nutritionnelles.

C'est pourquoi, chaque année, 20 millions de nourrissons qui n'ont pas pu se développer pleinement naissent et commencent leur vie en pesant moins qu'ils ne devraient et continueront à vivre ainsi car l'organisme sous-alimenté de leur mère ne fabrique pas assez de lait. C'est le plus vicieux des cercles : des mères sous-alimentées nourrissant des enfants sous-développés. De par leur naissance, de par leurs premiers mois de vie, nombre de ces petits ne grandiront pas normalement. Leur cerveau ne se développera pas jusqu'au bout, leur corps sera chétif, vulnérable à une quelconque maladie. La faim des mille premiers jours de vie ne s'achève jamais.

Ou alors de manière brutale, avant l'heure. Chaque année, plus de trois millions d'enfants meurent de faim et des maladies – toux, diarrhée, rubéole, malaria – que la faim favorise, affections qui demeureraient anecdotiques dans la vie d'un enfant bien nourri.

Trois millions d'enfants, ce sont plus de 8 000 enfants morts chaque jour, plus de 300 chaque heure, plus de 5 en une seule minute.

4

Madaoua, ce sont cinq rues de terre inondées chaque fois qu'il pleut, avec ses biquets, ses gamins, son agitation bon-homme de village à marché, Madaoua était encore tout récemment d'un calme engourdissant. Aujourd'hui, en revanche, les petits Blancs comme moi ne peuvent pas sortir seuls. La guerre du Mali a déferlé jusqu'ici, et on nous dit que le village est rempli de jihadistes venus du Nord ou du Nigeria, on ne sait pas trop ; en tout cas, ces derniers mois, il y a eu des attentats, des prises d'otages et autres affrontements. Étonnant qu'il n'y en ait pas eu plus tôt. Et pourtant. Ici, la pauvreté est parfaitement résignée.

– Et si un jour un magicien proposait de vous exaucer un vœu, n'importe lequel, que lui demanderiez-vous ?

– Je ne crois pas aux magiciens, monsieur. Je ne crois qu'en Dieu, le Dieu unique, et en Mahomet, Son prophète.

L'hôpital de Madaoua, ce sont plusieurs salles en béton peintes en bleu, ocre et vert, sur un grand terrain pelé, à la sortie du village ; autour des salles il y a des tentes pour pouvoir accueillir davantage de patients, car cela regorge de patients. À l'entrée de l'hôpital de Madaoua, la tempête de sable qui menace, les oiseaux qui volettent dans le baobab en criillant et Mariama, assise sous l'arbre, attend qu'il se passe quelque chose. Ou plutôt, que quelque chose termine de se passer : son petit-fils Abdelaziz est mort une heure plus tôt et elle ne sait pas comment l'annoncer aux parents. Le père, son fils, les a accompagnés hier, elle et le petit, puis il est retourné au village pour pouvoir se rendre au marché après-demain, vendre leur unique chèvre, et revenir vendredi avec un peu d'argent pour manger pendant que le petit est à l'hôpital. Le petit était très maigre, il mangeait à peine, il avait eu de la fièvre pendant deux semaines. La mère est restée au village : elle aurait

voulu venir, mais elle a d'autres enfants et doit s'occuper d'eux. À présent Mariama, la grand-mère, n'a plus rien à faire, elle n'a pas d'argent pour manger et ne sait pas comment annoncer que l'enfant est mort, et le petit corps attend sur un lit, recouvert d'un drap, que quelqu'un fasse quelque chose.

– Dieu m'a envoyé ce destin, alors je dois sûrement le mériter. Pour qu'il y ait des gens heureux, certains doivent être malheureux. C'est la vie, vous savez.

Ils le savent. Le Niger dépense cinq dollars annuels par habitant en matière de santé. Les États-Unis, par exemple, en déboursent 8 600 ; la France, 4 950 ; l'Argentine, 890 ; la Colombie, 432. En 2009, il y avait 538 médecins dans tout le Niger, un pour 28 000 habitants, alors que dans un pays moyennement riche comme l'Équateur, les Philippines ou l'Afrique du Sud, on en compte un pour 1 000. Ce chiffre figure dans une publication officielle du gouvernement qui précise que l'année suivante, en 2010, il n'en restait que 349 : un médecin pour 43 000 habitants. L'émigration de ceux qui savent ou peuvent et veulent échapper à la misère et aux maladies génère un surcroît de maladies et de misère. Les pays riches – qui dressent des barrières murs bateaux mitrailleuses pour stopper les migrants au bord du désespoir – attirent volontiers les rares professionnels qui parviennent à se former dans ces parages désolés.

L'hôpital de Madaoua a aussi besoin de renforts : il compte huit médecins – un privilège financé par MSF – pour assurer trois tours de garde pour 400 enfants hospitalisés. Deux médecins par tour de garde, 400 enfants.

Abdelaziz dormait avec sa grand-mère Mariama. Il aimait jouer avec les autres petits, dit-elle, mais il se fatiguait toujours vite. Et il mangeait peu ; même quand il y avait de quoi, il ne mangeait pas assez. C'était le deuxième enfant de sa fille ; le premier était mort à quelques jours : il était né trop maigrichon. L'année avait été difficile, ils n'avaient pas eu beaucoup à manger et il paraîtrait qu'il en avait souffert, dit Mariama. Ensuite est né Abdelaziz il y a près de quatre ans, puis une

filles il y a deux ans, et enfin, il y a quelques mois, une autre petite qui semble malade.

– C'est pour ça que ma fille est restée à la maison, pour s'occuper d'elle.

Elle, en revanche, la grand-mère Mariama, elle a eu onze enfants, elle dit, et à présent elle les compte sur les doigts et les jointures de ses mains, elle récite des noms, fait des mimiques :

– Maintenant il m'en reste quatre, deux garçons et deux filles.

Les autres, trois filles, quatre garçons, sont morts en bas âge : trois entre un an et demi et deux ans, après le sevrage ; un quatrième, un peu plus âgé, suite à une épidémie de rubéole, puis une dernière, dit-elle, qui est morte à l'âge adulte, déjà mariée.

– J'étais triste, mais puisque c'est la volonté de Dieu, que pouvons-nous y faire...

Dit-elle avec un rire nerveux.

Une idée pénible m'assaille tout à coup : ici, chaque adulte, chacun de ces hommes et de ces femmes qui espèrent que leurs enfants guériront de la faim, chacun de ceux qui marchent sur le chemin de terre qui borde l'hôpital, chacun des vendeurs de cartes sim, chacun des marchands de beignets, chaque infirmier, chaque malade est un survivant, une personne qui vit à crédit. Par une sorte de hasard favorable, de coup de dés qui décide que tel ou tel gamin vivra pour grandir et devenir adulte. Ce qui exclut en quelque sorte toute idée de droit acquis : l'idée que les personnes, ici, sont des morts en sursis, des emprunteurs surendettés, des squatters de leur propre vie.

Si bien que nous, petits Blancs, nous voulons parfois nous convaincre que ce n'est pas si grave pour eux : ils y sont habitués, la mort ne leur fait pas aussi mal qu'à nous. C'est sans doute une manière de nous soulager, d'alléger notre culpabilité. Ce matin-là, tandis que je regardais la procession digne et silencieuse de mère, tante et grand-mère avec bébé venant de mourir, je suis tombé pour la énième fois dans le même panneau : me figurer que nous étions dans un cadre culturel – lequel a dû exister aussi en Europe il y a encore un siècle

ou deux – où un couple sait pertinemment que pour s'assurer un nombre d'enfants suffisant, il doit en produire quelques-uns de plus, prévoir leur mort – et que les gens l'acceptent plus ou moins naturellement.

Et maintenant, en parlant avec Mariama, je gambergeais sans savoir comment lui poser la question. J'ai fini par trouver une formulation qui m'a paru tolérable :

– Quand vous avez commencé à avoir des enfants, saviez-vous que certains allaient mourir, vous y attendiez-vous ?

– Non, je ne pensais pas ça.

Dit-elle en me regardant d'un air bizarre, peut-être défiant.

– On n'a pas d'enfants pour qu'ils meurent. Ce serait insulte Dieu.

Au Niger, chaque femme a en moyenne sept enfants – le taux de naissance le plus élevé du monde. Au Niger, un enfant sur sept meurt avant l'âge de cinq ans. Si les statistiques étaient une science exacte, on pourrait affirmer que chaque Nigérienne doit déplorer la perte d'un enfant. Ce n'est pas le cas : dans les villes, la mortalité infantile est un peu moindre que dans les villages.

Un petit Nigérien sur sept meurt avant l'âge de cinq ans ; dans les pays riches, un sur 150.

Hussena dit qu'elle devrait peut-être arrêter d'avoir des enfants.

– J'en ai déjà eu beaucoup. Et ça devient de plus en plus difficile. Avec l'âge...

Hussena se trouve à l'hôpital de Madaoua, ses jumelles sont tombées malades : elles étaient brûlantes, vomissaient, n'avaient même plus la force de pleurer. Le marabout leur a donné des herbes qui n'ont rien fait ; arrivées à l'hôpital, elles respiraient tout doucement et elles étaient toutes maigres. Une des jumelles est morte hier matin ; Hussena prie pour que l'autre survive. Hussena tient sa jumelle, son unique jumelle, dans ses bras. La petite ne pleure pas. Elle cligne des yeux, serre les lèvres, tente de faire un geste mais n'y arrive pas. Les enfants dénutris ont des visages de vieillards tristes :

comme si la mort voulait affirmer ses droits en leur infligeant les marques d'un temps qui ne fut pas.

Tristesse, aboulie, une résignation de tout le corps.

Les jumelles Hassana et Hussina étaient nées il y a dix mois ; elles étaient son douzième et son treizième enfant. Hussena a environ quarante-cinq ans, elle dit n'avoir jamais imaginé sa vie ainsi.

– Quand j'étais petite, je jouais avec des poupées en terre cuite, je leur donnais à manger, je leur donnais toujours à manger. Je pensais que je vivrais comme ça, dans de bonnes conditions, mais c'est ça qui s'est passé, maintenant je dois l'accepter.

– Ce serait quoi, de bonnes conditions ?

– Avoir à manger, quelques vêtements, un peu d'argent pour les frais.

– Pourquoi ça s'est passé comme ça ?

– Je ne sais pas, mon mari travaille, travaille, mais nous n'y arrivons pas...

– Pourquoi ?

– Je ne sais pas. Je me le demande souvent, mais je ne sais toujours pas.

Ils parlent de la sécheresse. Quand ils parlent de la faim au Niger, et au Sahel en général, ils parlent toujours de la sécheresse. C'est vrai, le climat influe : la sécheresse de l'an dernier, par exemple, le fameux changement climatique, ce genre de choses.

Depuis des millénaires, depuis qu'ils ont commencé à cultiver de la nourriture, les hommes vivent suspendus aux aléas du climat, craignent le climat. Pour garder l'illusion de le maîtriser – ou du moins de pouvoir en atténuer les effets –, ils se sont inventés des dieux auxquels ils ont remis leurs biens, leur vie, leur destin. Il y a un peu plus d'un siècle, ils ont appris à le prévoir : parfois même avec une certaine précision. Mais certains phénomènes échappent à leurs prédictions : ouragans, sécheresses, gelées et autres caprices soudains, sans cause évidente.

À l'ère de la Science, on pouvait difficilement inventer d'autres dieux, de sorte que l'on eut recours à la Raison : l'idée du changement climatique permet de supposer que toutes ces

perturbations – le réchauffement, le refroidissement, la réduction de la calotte glaciaire arctique, l’extension de la calotte glaciaire antarctique, les canicules, les grands froids, les tornades cyclones raz-de-marée – ont une cause commune que nous connaissons, et que d’ailleurs cette cause, c’est nous, dieux de pacotille.

L’idée de changement climatique a introduit un principe d’ordre là où il n’y en avait jamais eu : désormais, nous savons – croyons savoir – à quoi sont dus, pourquoi surviennent ces phénomènes dont nous ignorions autrefois l’origine. Tous les Grecs savaient que c’était Zeus qui lançait la foudre ; aujourd’hui, chacun sait que c’est le changement climatique. Peut-être même que c’est vrai. En tout cas, c’est sans aucun doute un soulagement.

La civilisation, ce sont les tentatives de l’homme pour être moins tributaire du climat – se construire un toit pour être au sec, inventer une méthode de climatisation pour ne pas cuire, un système d’irrigation pour sauver ses récoltes. À différentes échelles, bien sûr. La sécheresse de l’an passé aux États-Unis empêchera les fermiers de remplacer leurs machines-outils ou leur voiture, de payer l’université des enfants – et ils n’en continueront pas moins à percevoir leurs subventions – ; grâce à la sécheresse, les Argentins fortunés s’enrichiront encore plus. Dans la région de Madaoua, la sécheresse de l’an passé vient de tuer de faim Seydou, Abdelaziz, Hassana et tant d’autres. Mais ce n’est pas le climat qui tue : c’est l’absence de moyens et de marge pour absorber les variations de celui-ci – rien de plus immuable.

- Et de qui est-ce la faute ?
- De mon mari et moi. Nous devrions nous procurer de la nourriture.
- Pourquoi ? Y a-t-il quelque chose que vous puissiez faire et que vous ne faites pas ?
- Eh bien, si nous pouvions aller vendre quelque chose, nous aurions plus d’argent.
- Et pourquoi ne le faites-vous pas ?
- Parce que nous n’avons pas la mise de départ.
- Pourquoi ?

Hussena me regarde en silence, avec tant de peine que je me tais.

On pense généralement que l'Afrique est un nid de maladies mortelles. En réalité, il n'y a pas plus de maladies qu'ailleurs, seulement ici elles sont mortelles, alors qu'ailleurs elles ne le sont pas. Un Nord-Américain contaminé par le VIH sait qu'il devra prendre des rétroviraux toute sa vie, qu'il endurera les conséquences d'une maladie chronique ; un Africain contaminé par le VIH sait qu'il ne pourra probablement pas se payer les médicaments et qu'il mourra en quelques années. La malaria tue un million d'Africains chaque année. Pour être mortelle, elle doit s'attaquer à un organisme sous-alimenté et privé d'accès aux traitements. Il y a quelques années, j'ai eu la malaria ; j'ai passé deux jours à l'hôpital et le tour était joué. Même topo pour la typhoïde, la diarrhée, la tuberculose et tant d'autres maux.

La gravité des maladies est, dans une certaine mesure, une question de classe. Cela a toujours été le cas, mais jamais autant qu'aujourd'hui : avec les progrès de la médecine et de l'industrie pharmaceutique, avoir ou ne pas avoir d'argent est le facteur déterminant pour savoir si l'on va guérir ou pas.

Hussena aussi avait une sœur jumelle ; vers six, sept ans, elles commencèrent à aller à la madrasa, l'école coranique où le marabout leur apprenait à réciter par cœur les sourates du Coran. Lorsque le marabout dit que les jumelles étaient douées, leur père décida d'en envoyer une à l'école publique et lui demanda de choisir laquelle. Le marabout lui dit qu'il n'en était pas capable et l'invita, s'il voulait, à choisir lui-même. Le père n'en fut pas plus capable et fit l'effort de les envoyer toutes les deux. Hussena finit sa primaire ; elle voulut poursuivre, mais son père lui dit que ce n'était plus possible.

– Il m'a dit que ce n'était pas possible et m'a demandé pardon. C'était la première fois que je le voyais faire ça. Il était triste.

Hussena s'est mariée sur le tard, à dix-sept ans, avec un garçon qu'elle avait rencontré au mariage d'une cousine : il avait passé l'après-midi à la regarder, avait fini par l'aborder

et la demander en mariage. Elle lui avait dit de parler avec son père, ce qu'il avait fait. Hussena dit qu'il vaut mieux se marier ainsi, par choix et pas trop jeune, elle est bien placée pour le savoir. En dépit de tout, elle est contente d'avoir épousé cet homme-là.

Hussena a déjà enfanté treize fois. Ses trois premiers étaient des garçons et ont bien grandi ; les cinq suivants sont morts. Ils naissaient très faibles, dit-elle, très petits, ils ne tenaient pas le choc. Quand son troisième fils est mort, les vieilles du village lui ont dit que c'était à cause de ses grossesses trop rapprochées, parce qu'elle tombait enceinte deux ou trois mois après avoir accouché, qu'elle cessait d'allaiter son bébé, le nourrissait d'autre chose, alors il tombait malade et mourait, et puis aussi qu'à force d'accoucher, Hussena était si affaiblie et si maigre que ses bébés naissaient trop petits, trop fragiles. Hussena le comprenait, mais elle continuait de tomber enceinte.

– Que vous disiez-vous quand vos bébés mouraient l'un après l'autre ?

– Je ne sais pas, je me suis demandé pourquoi Dieu ne voulait pas que mes enfants vivent, j'ai commencé à essayer de ne pas tomber enceinte. Je suis allée voir le marabout, il m'a donné un grigri pour que je ne tombe pas enceinte.

Un grigri est un petit morceau de peau de bête, une amulette en pierre ou en terre au bout d'une corde qu'on attache généralement à sa taille pour guérir les maladies ou chasser d'autres maux.

– Et ça vous a empêchée de tomber enceinte ?

– Oui, ça m'a empêchée.

– Pourquoi ?

– C'est comme ça. C'est notre tradition.

Dit-elle, puis elle rit. De temps en temps, Hussena me dédie un sourire tout léger, plein de douceur et de cette compassion qu'elle réserve à ceux qui ne comprennent pas les choses les plus élémentaires.

Au cours des douze années suivantes, Hussena a eu encore six enfants qui ont survécu. Jusqu'à ce que la sixième, la jumelle, meure hier.

– Et dire que l'accouchement a été si difficile.

Dit-elle, et je lui demande s'ils étaient plus faciles au début.

– Oui, c’était plus facile avant, j’avais plus de force. Avec l’âge, tout devient plus difficile... Maintenant, quand je suis enceinte, tout le travail me coûte beaucoup plus.

Dit-elle, et aussi que les accouchements précédents s’étaient passés tranquillement, chez elle, mais que quand elle était enceinte des jumelles, il y a presque deux ans, elle avait très peu à manger, elle était très faible, alors quand le travail a commencé, elle s’est évanouie, on l’a emmenée inconsciente à l’hôpital de Madaoua, en moto, et c’est là qu’elle s’est fait ça, dit-elle, et elle me montre une horrible brûlure sur le mollet :

– Sur le pot d’échappement, je me suis fait ça. Ça m’apprendra à monter sur ces engins.

Les médecins lui avaient expliqué que le problème, c’était qu’elle avait trop peu mangé – ils ne lui avaient pas dit « peu », mais « trop peu » –, que c’était pour cela que les jumelles étaient si faibles et qu’elle devait bien les nourrir. Elle leur avait dit oui, bien sûr, oui, bien sûr ; le jour de son départ, elle avait eu le courage de leur demander comment elle devait s’y prendre pour bien les nourrir, et ils lui avaient expliqué qu’elle devait les allaiter, mais pour ça il fallait qu’elle mange bien, pour que son lait soit fort et abondant.

– Imaginez.

Me dit-elle, elle me dit d’imaginer. D’imaginer son désarroi, ses doutes : souvent elle mangeait moins pour que ses petits ne sautent pas un repas, et voilà qu’ils lui disaient que si elle mangeait moins, les jumelles tomberaient malades, alors que faire.

– Si je ne mange pas, mon lait n’est pas bon. Mais si je mange, je prive mes enfants. Donc, si je mange pour avoir un bon lait, je sauve les plus petits, mais je sacrifie les autres. Pour quoi faire ? Pour que quand les petits grandiront il leur arrive la même chose ?

– Qu’avez-vous fait ?

– Je ne sais pas, je ne savais pas quoi faire, parfois je mangeais, parfois non. Pour ce que ça m’a servi...

Dit-elle, puis elle regarde par terre. Hussina pleure tout doucement dans ses bras.

– Parfois je déteste avoir des enfants.

Dit-elle, et j’hésite à la questionner davantage : par pudeur, par honte. Mais elle veut me le dire :

– Je déteste ça parce que j’ai peur qu’ils me détestent moi pour leur avoir fait vivre une vie pareille.

C’est ici, dans ces coins pelés, que l’homme est né. Il est facile de réfléchir aux avantages de s’éloigner de sa terre d’origine ici : émigrer, changer d’endroit, s’envoler. C’est facile. On dit qu’il est né ici et on dit – on le dit aujourd’hui – qu’il est né de la sécheresse : qu’il y a plusieurs millions d’années – ce chiffre est discutable et rectifiable, rien n’est plus variable que le passé –, de petits singes vivant dans les arbres ont dû descendre de leurs branches car la sécheresse les avait privés de leur nourriture habituelle. Il leur a fallu se dresser sur leurs jambes, marcher, courir, se dépatouiller dans une plaine semi-désertique. Les plus débrouillards survécurent. Au fil des millions d’années, leur habileté à se tenir debout leur permit de porter un cerveau plus lourd et même, avec le temps, de s’en servir. De là les haches de pierre, les six millions de dieux, l’escalope milanaise-purée, les petites bêtes qu’on appelle des lettres. Nous venons de cette sécheresse-là ; rien dans celle d’aujourd’hui ne nous indique où nous allons.

- Êtes-vous croyante ?
- Enfin, je suis musulmane.
- Et à votre avis pourquoi Dieu a-t-il créé un monde où autant de gens n’ont pas assez à manger ?
- Je ne sais pas, je ne peux pas le savoir. Mais à chaque fois que je manque de nourriture, je demande à Dieu de m’en donner.
- Et Dieu ne vous entend pas ?
- Si, Il m’entend. Parfois Il m’en donne, parfois non.
- Dieu n’aurait-il pas pu créer directement un monde où tout le monde aurait à manger, sans tant de difficultés ?
- Dieu l’a créé ainsi : avec les uns qui sont riches et les autres pauvres, et les pauvres doivent Le prier pour avoir à manger.
- Donc, s’il n’y avait pas autant de pauvres, il y aurait moins de gens pour prier Dieu...
- Je ne sais pas, je ne peux pas comprendre ces choses-là.
- Peut-être Dieu a-t-il créé les pauvres pour que certains aient plus besoin de lui que d’autres.

– Peut-être.

Dit-elle, puis elle rit. J'ai l'impression qu'elle n'y avait jamais pensé, mais que l'idée lui paraît intéressante. J'ai eu le tort d'insister :

– N'est-ce pas égoïste de sa part ?

– Dieu n'est pas égoïste. Parfois, quand je Lui demande, Il me donne. Et je suis sûre que quand Il ne me donne pas, Il sait pourquoi.

Dit-elle, retranchée de nouveau derrière ses certitudes.

Les familles de paysans nigériens fonctionnent très précisément comme des unités de production de vie : le mari va au champ, cultive laborieusement son lopin de terre, fournit le grain ; la femme procrée, ne va pas au champ, s'occupe de la maison et des enfants, prépare à manger ; éventuellement, elle peut s'occuper de quelques mètres carrés de terre sablonneuse où elle cultive des plantes comestibles d'appoint comme le gombo pour faire la sauce. Il y a parfois du travail complémentaire : l'homme peut travailler le champ d'un autre, quand le sien ne suffit pas, ou même migrer pendant un temps limité ; si elle trouve le capital de départ, la femme peut se lancer dans un quelconque *petit commerce*¹ qui consistera sans doute à pétrir, frire et vendre des beignets.

La famille doit produire suffisamment d'enfants pour assurer sa continuité : les filles, devenues femmes, se livrent à d'autres familles en échange d'une somme d'argent – la dot – et s'aliènent ; les fils, devenus hommes, assurent la survie de leurs parents quand ceux-ci ne sont plus en capacité de travailler. En échange, la mère devenue grand-mère prend soin des petits, de la maison. Quant au père, devenu un vieillard, il est censé détenir un savoir qui lui confère un pouvoir symbolique, lequel lui permet de se maintenir en vie.

Encore un de ces choix économiques difficiles : dans un pays où la mortalité infantile est parmi les trois plus élevées du monde, si une famille n'a pas beaucoup d'enfants, elle risque de ne plus avoir assez de garçons pour travailler quand le père n'en sera plus capable. Mais si elle en a assez, peut-être en survivra-t-il davantage qu'elle ne peut en nourrir. C'est un

1. En français dans le texte.

équilibre compliqué : ne pas avoir trop d'enfants pour ne pas vous trouver dans l'impossibilité d'assurer leur subsistance au cours de leur enfance, mais en avoir suffisamment pour qu'ils puissent assurer la vôtre quand vous serez vieux.

Dans le monde riche, où les structures de l'État, ajoutées à d'autres fonds, sont censées prendre en charge notre décadence, avoir des enfants est devenu une source de réalisation personnelle et affective, une forme de continuité symbolique ; dans le monde pauvre, cela reste aussi la première stratégie de survie.

Tout cela est bien sûr schématique, même si ce modèle, aux antipodes de la complication et la confusion inhérentes au rôle de chacun dans les foyers occidentaux contemporains, se vérifie dans quasiment toutes les familles.

Face à ces innovations regorgeant de rôles si récents qu'ils n'ont même pas encore de nom – comment appelle-t-on le lien entre les enfants respectifs des deux conjoints ? entre un conjoint et les enfants des enfants de son conjoint ? entre les membres d'un couple homosexuel et leurs enfants respectifs ? –, la structure de ces familles semble simple et immuable.

La tentation : penser qu'il est logique qu'il en soit ainsi, ancrées comme le sont ces familles dans une société qui vit encore dans des modes de production, des rythmes, des problématiques très proches de ceux qu'ont connus leurs arrière-grands-parents.

La vie agraire, si liée à ce qui ne change jamais.

L'objectif premier de n'importe quel individu, n'importe quel groupe d'individus est de manger. Il y a dix mille ans, ils travaillaient tous dans ce seul but. Les sociétés se sont peu à peu spécialisées. Au sein des plus riches, seule 2 ou 3 % de la population travaille aujourd'hui la terre pour produire de la nourriture. Dans nombre de pays d'Afrique, les paysans constituent toujours entre les deux tiers et les trois quarts de la population. La proportion d'agriculteurs est un cruel indicateur du degré de richesse – de « développement » – d'une société.

Huit Nigériens sur dix vivent aux champs, et vivent des champs. On a du mal à concevoir, de nos jours, une société

fondée à ce point sur l'agriculture de subsistance. Non pas une société où certaines personnes possédant des terres et des machines produisent quantité de plantes pour les vendre à d'autres ; une société où des personnes qui ne possèdent presque rien produisent des plantes pour les manger tant qu'elles en ont.

– Et si un jour un magicien proposait de vous exaucer un vœu, n'importe lequel, que lui demanderiez-vous ?

– À manger. À manger tous les jours. Voilà ce que je lui demanderais.

Hussena porte un foulard noir noué sur la tête, un anneau en or sur l'oreille droite, elle a le regard vif et intelligent, des cicatrices parallèles propres à sa tribu sur les joues, un collier de graines autour du cou, un corps maigre, desséché, des mains rugueuses avec une callosité proéminente, presque blanche, à la base des deux pouces, à force de saisir le pilon du mortier : quarante années de mortier, tous les jours, deux heures par jour. Trente mille heures à battre les grains de mil à l'aide du pilon, à les broyer pour les transformer en leur unique aliment.

– Et quand vous étiez petite, y avait-il plus ou moins à manger qu'aujourd'hui ?

Ma question était d'ordre général, savoir si cela allait mieux ou pire qu'avant ; sa réponse ne l'était pas :

– Non, il y en avait plus, il y en avait plus puisque nous n'avions pas autant d'enfants. Nous en avons, mais ils mouraient. À présent, avec tous les enfants que nous avons, il y a moins à manger.

Nous concevons l'agriculture comme une activité d'un autre âge. Dans les pays les plus riches d'Europe, qui dit agriculture dit artisanat, un anachronisme que l'État s'évertue à perpétuer et subventionner afin de ne pas perdre ses traditions : une culture. Dans les pays plus ou moins riches du Nouveau Monde céréalier – Canada, Australie, Ukraine, Russie, Brésil, Argentine –, c'est l'affaire d'un petit nombre. Aux États-Unis, où les lobbies agraires ont un certain pouvoir, ce secteur ne pèse que 4 % du produit national brut.

Généralement, sans y avoir réfléchi, l'agriculture nous apparaît comme quelque chose de légèrement méprisable, le plus

vieillot, le moins dynamique et le moins contemporain des secteurs d'activité. Nous oublions un détail : nous n'avons pas encore découvert une autre manière de produire de la nourriture – de transformer l'énergie solaire en combustible pour animaux.

Des décennies d'efforts dans des laboratoires sophistiqués, des idées et des brevets par milliers, des brassées de colorants édulcorants adoucissants aromatisants et tant d'autres mots en *ant* n'ont rien changé au fait que nous continuons à manger les fruits de la terre ou ce que d'autres animaux ont généré à partir de ces mêmes fruits.

L'agriculture consiste toujours en cinq procédés élémentaires : sélectionner des plantes utilisables, gérer l'eau, renouveler et enrichir les sols, protéger les cultures des maladies, recourir à de la force de travail pour les récolter. Et les plantes ne sont pas si nombreuses que cela. Il en existe environ 250 000 espèces, dont quelque 50 000 comestibles, mais nous n'en mangeons que 250 : céréales, racines, tubercules, fruits, légumes, herbes, fruits à coques et épices.

De nos jours – en moyenne, car les proportions varient énormément selon les endroits –, la viande et le lait – provenant d'animaux alimentés grâce à l'agriculture – fournissent un quart des protéines consommées, tandis que les poissons en garantissent 5 %. Le reste revient aux végétaux, produits directs de l'agriculture. 90 % de nos calories proviennent de quinze espèces végétales ; les deux tiers de trois plantes : le riz, le maïs et le blé.

Le commerce de la nourriture – agriculture et industrie agroalimentaire – ne représente que 6 % de l'économie mondiale : une broutille, dix fois moins que le secteur des services. Curieusement, c'est cette broutille qui détermine tout le reste ; sans la broutille, tout le reste n'existerait pas. Et 43 % de la population active dans le monde – autour de 1,4 milliard de personnes – sont des agriculteurs. Démographie, poids économique et besoin réel sont des facteurs étrangement décorrélés.

L'agriculture – l'agriculture des pays pauvres, pelle et houe – est une activité très physique, où les hommes peuvent asseoir leur avantage : les femmes ne sont pas sans faire d'efforts ni

essayer des trucs, mais il est clair que ce sont les hommes qui doivent nourrir la famille, et cela produit toute une conception de la vie. La soumission féminine avait une contrepartie bien précise : en échange – dialectique du maître et de l’esclave –, l’homme lui donnait à manger. Dans des sociétés d’abondance, rompre avec cette idée peut se révéler plus simple, plus réalisable : dans des mondes comme celui-ci, cela reste compliqué. Mais il ne doit pas non plus être évident d’être un homme, ici : devoir fournir et ne pas avoir de quoi, faillir constamment.

Salou, le mari d’Hussena, n’est pas des plus pauvres : il possède deux parcelles d’un demi-hectare chacune où il cultive du mil. Si la sécheresse n’est pas extrême, si les sauterelles ne sévissent pas, chacune lui rapporte environ soixante bottes de mil. Les meilleures années, une botte peut contenir jusqu’à quinze kilos de grain ; les mauvaises, en revanche, un ou deux.

– Ça peut varier tant que ça ?

– Oui, on ne peut jamais savoir. Jamais.

Hussena et moi nous lançons dans des calculs. Une très très bonne année, chaque petite parcelle peut leur fournir quelque 900 kilos de mil, soit 1 800 en tout. Une grande famille comme la leur a besoin d’au moins deux *tias* – une *tia* contient deux kilos et demi – de mil par jour : cinq kilos de grain non décortiqué. Cinq fois 365, égale 1 825 : même les années exceptionnelles, ils ne produisent pas assez pour manger tous les jours. Sans compter toutes les autres dépenses : sel, sucre, thé, quelques tomates, vêtements, chaussures, transport, kérosène pour la lampe, outils, médicaments.

– Mon travail, c’est de faire durer le mil. Mon mari le sème, le soigne, le récolte, me le donne. Ensuite, c’est à moi de veiller dessus. Parfois nous nous disputons, il me réclame plus à manger. Mais il ne me bat jamais, presque jamais. Je lui dis : Tu veux avoir encore à manger quand tu iras semer ? Alors il faut que nous mangions un peu moins aujourd’hui, pour qu’il nous en reste jusque-là. J’ai peur de mal calculer et que nous ne tenions pas assez longtemps, que nous le terminions avant : ça m’est déjà arrivé.

– Et vous est-il déjà arrivé de vous tromper dans l’autre sens ? D’en avoir trop ?

Hussena rigole, me regarde d’un air mi-étonné, mi-apitoyé.

Dès lors que l'année n'est pas parfaite, les vivres s'épuisent au bout de six, sept mois. Et ne parlons pas des années comme 2013, où bien souvent une botte n'atteignait pas le kilo de grain. Alors, pour compléter, beaucoup tentent de planter des oignons en décembre – mais ils n'y arrivent pas toujours car il leur faut de l'argent pour les semences, les engrais et, surtout, parce qu'ils sont parfois à court d'eau. Le reste du temps, Salou cherche des petits boulots – parfois il en trouve, parfois non.

– Alors parfois nous mangeons, parfois non. Parfois un voisin me donne l'écorce du mil et avec ça je fais un potage pour avoir quelque chose à donner à mes enfants. Parfois on peut cueillir des feuilles d'arbre. Parfois, même ça, je ne trouve pas...

Dit Hussena, et mon étonnement la fait rire de nouveau. Ce monsieur ne comprend rien à la vie, doit-elle penser.

– Et il vous arrive de manger autre chose que du mil ?

– Parfois, oui, le samedi, c'est jour de marché, on peut acheter autre chose.

– Comme quoi ?

– Des patates, du manioc pour cuisiner.

– Et qu'est-ce que vous préférez manger ?

– Moi, ce que je préfère, c'est le riz. Mais je ne peux presque jamais en acheter. Quand il y en a au marché, il coûte 1 500 francs, alors que le mil coûte 800, et c'est déjà hors de prix.

800 francs une *tia*, plus de 300 le kilo. Il y a quelques mois, au moment de la récolte, le kilo de mil coûtait 70. C'est le moment où les négociants en profitent : ils en achètent aux paysans endettés, le stockent, attendent. Ils spéculent. Ensuite, certaines années la faim frappe et d'autres pas.

– Mais cette année j'ai pu manger de la viande de bœuf.

Un membre de sa famille s'est marié, me dit-elle, et alors elle a mangé un petit bout de viande : c'était du bœuf, dit-elle, de la viande de bœuf.

Dans mes notes préparatoires, le chapitre sur le Niger s'est toujours intitulé « La faim structurelle » : la faim qui résulte de conditions profondément ancrées, une faim quasi ontologique.

Un pays où la faim serait, en un sens, le produit d'une fatalité géographique, climatique : un territoire aride ayant une production si limitée qu'elle ne suffit pas à nourrir toute la population. C'est l'image que l'on a tendance à proposer du Sahel en général, et du Niger en particulier, et il m'a fallu du temps avant de comprendre que je sacrifiais à une certaine idéologie. En soi la faim structurelle, inévitable, n'existe pas. Il y a toujours des causes, des raisons, des décisions.

Quand ils disent structurelle, ils sont en train de dire fatale, inéluctable.

Encore des pièges du bureaucrate.

- Et quand ça se passe bien, vous êtes contente ?
- Quand j'ai à manger pour moi et pour mes petits, je suis contente. Ce sont les meilleurs moments.

(Paroles de la tribu)

Comment ?

Mais tout est une question de point de vue. Orson Welles joue le rôle du Troisième Homme, un trafiquant d'antibiotiques frelatés dans la Vienne d'après guerre, un vendeur de médicaments qui tuent faute de soigner, et Joseph Cotten, son vieil ami, le lui reproche. Ils sont tout en haut de la Grande Roue du parc du Prater, Welles lui dit de ne pas être mélodramatique :

– Regarde en bas et dis-moi : ça te ferait vraiment de la peine qu'un de ces petits points, tout en bas, cesse de bouger ?

On dirait un excès de cynisme – lequel semble toujours excessif. L'excès consiste surtout à dire cela en les regardant de loin : ce sont des petits points. Pour éviter le cynisme, nous évitons de regarder.

Comment, bordel ?

non, moi je dis pas ces fils de pute qui en ont rien à foutre. Ceux-là, j'ai parfois envie de les tuer, je me demande comment ils font pour vivre avec ça et franchement je ne les comprends pas. Comment peut-on être insensible au point de regarder la photo d'un enfant tout maigre avec de grands yeux et un

petit visage triste sans se sentir concerné ? Non, ces fils de pute-là, faudrait tous les enfermer, parce que ce sont des fils de pute. Moi, je ne pourrais pas être comme eux, en avoir rien à foutre de tout, non, moi je fais des dons, la politique de notre entreprise, c'est, à la clôture de chaque exercice, de verser une certaine somme, systématiquement, on donne, pas toujours la même quantité, ça dépend de nos résultats, on donne à quelques fondations avec lesquelles on collabore depuis un certain temps, parce que franchement, faut être un salaud pour savoir qu'il se passe des choses pareilles sans rien faire, non ? Surtout si toi, t'as eu de la chance, si t'es bien tombé, si ça roule pour toi, si t'as un peu d'argent, une famille. C'est pour ça qu'il faut contribuer, on doit tous contribuer, chacun dans la mesure de ses moyens, pour s'assurer au moins qu'on ne

Comment, bordel, parvenons-nous ?

Se demander où on va manger ce soir. Se demander ce qu'on va manger ce soir. Se demander avec qui on va manger ce soir. Se poser ces questions quotidiennes, les plus courantes. Se demander si on va manger ce soir.

Comment, bordel, parvenons-nous à vivre ?

– Non, mais franchement, avec tous les malheurs qui surviennent au coin de la rue, tu vas commencer à t'emmerder avec les enfants africains ? C'est pas plutôt que tu veux pas t'occuper de ce qui t'entoure ? Ça serait pas une fuite ?

Comment, bordel, parvenons-nous à vivre en sachant ?

Ils ne disent pas : La faim est la mise en scène du fait qu'on se fiche que les autres en bavent comme c'est pas permis. Ils ne disent pas : Du fait qu'on se fiche que les autres existent.

Je ne juge pas, je constate. Peut-être vaut-il mieux s'en fiche. Peut-être est-ce se prendre pour Dieu, est-ce une perte de temps que de penser aux autres. Il faut envisager cette éventualité : en discuter le pour et le contre.

Comment, bordel, parvenons-nous à vivre en sachant que ces choses-là ?

je t'assure que parfois j'ai envie de sortir un bazooka et de les descendre tous. Tous, t'entends ? qu'il n'en reste plus un seul en vie : ça me révolte de voir tous ces gens qui s'en mettent plein les poches grâce à la sueur des autres, la souffrance des autres, mon pote, ces types qui affament des millions de personnes, ils sont là, à jouer les malins, debout sur une montagne de cadavres, je te jure que je les tuerais tous, si ça pouvait arranger quelque chose. Mais qu'est-ce qu'on y gagnerait ? Sérieusement ? Qu'est-ce qu'on peut faire ? En vrai, qu'est-ce qu'on peut faire pour changer ce système de merde ? À partir du moment où ils ont tout le pouvoir, où ils sont aux manettes, il n'y a pas moyen de les déloger de leurs bunkers ni de leurs banques ni de leurs jets privés ni de leurs

Comment, bordel, parvenons-nous à vivre en sachant que ces choses-là arrivent ?

5

Au commencement, il y eut la chasse et le trafic d'esclaves : à partir du xv^e siècle, certains Arabes et certains Européens décimèrent une bonne partie de la population d'Afrique noire : la moitié, affirment certains historiens. Ensuite, l'invasion européenne à la fin du xix^e siècle démolit ce qui restait des économies africaines. Les industries locales furent démantelées, le commerce ruiné, les terres occupées, les cultures vivrières remplacées par des produits convoités par les métropoles.

Au moment de l'indépendance, les Européens emportèrent tout ce qu'ils purent emporter. Dans la plupart des pays, la situation était difficile : infrastructures indigentes, pénurie de personnel qualifié, manque de capital accumulé pour investir dans tout ça – et, bien entendu, conflits sociaux et politiques. Mais tout a empiré à partir des années quatre-vingt, lorsque le Consensus de Washington a commencé à s'imposer et que la Banque mondiale, associée au FMI, « a convaincu » – moyennant chantage à la dette extérieure – la plupart des gouvernements africains de réduire l'ingérence de l'État dans divers domaines, notamment l'agriculture, qui demeurait la principale activité économique dans une bonne partie du continent et nourrissait la grande majorité de ses habitants.

« Le marché se chargera d'améliorer leurs conditions de vie », rabâchaient les commandements de la Banque et du Fonds. Pendant ce temps, l'État devait cesser de subventionner les paysans, de leur garantir un achat minimum de leur production et de réguler les prix – sous prétexte de les intégrer dans un « système de libre-échange mondial ».

Dans maints pays, les gouvernants ont accepté cette politique sans opposer de grande résistance : les paysans n'avaient pas la force nécessaire pour peser sur leurs décisions. De toute manière, l'agriculture était une activité archaïque qu'il ne valait pas la peine d'encourager : c'était, prétendaient les experts occidentaux, la cause de la pauvreté d'un si grand nombre d'Africains.

Plus tard, la Banque mondiale elle-même dirait que les subventions accordées à l'agriculture sont quatre fois plus utiles que toutes les autres pour réduire la faim. Mais entre 1980 et 2010, la part de l'aide internationale accordée à l'Afrique et destinée à l'agriculture est passée de 17 % à 3 %. Pendant ce temps, les États-Unis et l'Europe subventionnaient leurs fermiers en leur versant quelque 300 milliards de dollars par an.

Le Fonds fit également pression pour que soient abandonnées les exploitations familiales dédiées aux produits de consommation locale afin que ces terres soient employées à produire pour le marché mondial – café, thé, coton, soja, arachides. Les devises que rapportaient ces exportations permettaient aux États de payer leur dette extérieure – ou plutôt les intérêts de leur dette extérieure. Ainsi devenaient-ils les otages des marchés internationaux – contrôlés par les pays et les entreprises les plus puissants.

Durant ces années-là, suite à l'ouverture des marchés, la production locale fut remplacée dans nombre de pays par des denrées alimentaires importées, moins chères, subventionnées par le gouvernement des pays dont elles étaient originaires. Cela reste une des grandes violences exercées par le marché mondial : privés de débouchés pour leurs produits, des millions d'agriculteurs dans les pays les plus pauvres ont perdu jusqu'à la chemise qu'ils n'avaient jamais possédée. Alors ces pays ont abandonné tout espoir de produire eux-mêmes leurs aliments, de ne pas dépendre des cours, des caprices et des diktats du « marché ».

Les aliments importés creusent aussi les différences régionales : la plupart de ces produits reste dans les grandes villes, majoritairement côtières, où se concentre la richesse nationale. Parmi les 50 pays les plus pauvres du monde, 46 achètent aux pays les plus riches plus de denrées alimentaires qu'ils ne leur en vendent. Durant plus d'un siècle, l'Afrique était un exportateur net de denrées alimentaires ; à partir de 1990, la balance s'est inversée.

À cette époque, John Block, secrétaire à l'Agriculture sous l'administration Reagan, avait déclaré que « l'idée selon laquelle les pays en voie de développement devraient se nourrir eux-mêmes est anachronique, issue d'une ère révolue. Ils doivent plutôt garantir leur sécurité alimentaire en s'en remettant aux produits agricoles étasuniens, dans la plupart des cas moins coûteux ».

C'était clair : les États-Unis et l'Europe cultivaient mieux et moins cher, de sorte que les Africains – et d'autres pauvres de par le monde – devaient abandonner cette activité et se mettre à travailler pour avoir de quoi payer leur nourriture importée. Ce qui n'était pas clair, c'était à quoi ils travailleraient. Dans certains cas, on a installé des usines rudimentaires ou des zones de traitement des exportations qui employaient une main-d'œuvre bon marché, mais en règle générale il n'y avait rien. Ainsi, les faubourgs des grandes villes se sont remplis de chômeurs – et les campagnes, de paysans privés de terres ou de moyens pour cultiver.

Deux Africains sur trois sont toujours des paysans. Ceux qui vivent encore dans une économie de subsistance mangent ce qu'ils cultivent – ce qui ne suffit jamais car leurs terres, leurs outils et leurs intrants produisent peu –, de sorte qu'ils n'ont pas non plus d'excédents à investir pour améliorer leurs capacités agricoles.

En 1970, on estimait à quelque 90 millions le nombre de dénutris en Afrique. En 2010, ils étaient plus de 400 millions.

– Il ne peut pas, il ne pourra pas.

Aujourd'hui, à l'hôpital, parmi des dizaines de mères, il y a un père, un homme – et il pleure. C'est un monsieur âgé,

cinquante ans et des poussières – dans un pays où l'espérance de vie se situe autour de cinquante ans. Il a déjà perdu des enfants, plusieurs enfants, et voilà maintenant qu'Ashiru, son avant-dernier, est hospitalisé pour dénutrition. Ashiru a trois ans, à peu près l'âge auquel ses trois frères aînés sont morts.

Le père pleure. Il s'appelle Youssef et il essaie tenacement de rester digne. Il ne se penche pas pour pleurer, il ne cache pas son visage dans ses mains, ne se frotte pas les yeux. Il pleure le visage droit, les larmes coulent sur ses joues crevassées. Youssef me confie que sa première femme n'arrivait pas à tomber enceinte ; la deuxième, si, mais elle fait des enfants qui ne durent pas. À moins que ça ne vienne de lui. Il ne le dit pas, mais je le soupçonne de le penser et je n'ose pas lui poser la question.

– Je pensais que je l'enverrais à l'école pour qu'il fasse des études, qu'il trouve un bon travail, qu'il accomplisse mon rêve. Moi, je ne peux plus devenir grand-chose, mais lui, peut-être qu'il pourra.

La chemise blanche de Youssef porte la marque des journées qu'il a passées ici, les années ont abîmé ses pieds, ses larmes continuent de couler lentement, en silence.

– Il ne peut pas, il ne pourra pas.

Youssef pleure pour son fils, mais il pleure aussi pour lui : Que vais-je devenir ? demande-t-il. Que vais-je devenir quand je serai vieux, que vais-je faire tout seul ?

D'une manière générale, l'avenir est une menace.

Les petits sacs noirs qui volent au-dessus du champ. Les petits sacs en plastique noir qui volent au-dessus du champ. Les petits sacs noirs de marché qui tourbillonnent dans tous les recoins du Niger, échappées de la modernité, déchets de la modernité qui n'arrive ici que sous forme de déchets.

D'une manière générale, l'avenir.

Le Niger compte un million de kilomètres carrés, dont seuls 40 000 cultivables. Partout ailleurs vivent des bergers nomades qui gardent quelque 20 millions de têtes de bétail : chèvres, moutons, ânes, chameaux, zébus. Le prix des médicaments pour ces animaux – antiparasites, vaccins, vitamines – est monté

en flèche depuis que le Fonds monétaire a obligé le gouvernement à fermer son Office national vétérinaire, ouvrant son marché aux multinationales. Depuis, les bergers, de plus en plus nombreux à perdre leur troupeau, ont dû fuir vers les faubourgs de Niamey – ou des capitales alentour : Abidjan, Cotonou. C'est encore le Fonds monétaire qui a obligé le gouvernement nigérien à fermer ses dépôts de grains – environ 40 000 tonnes de céréales, principalement du mil –, lesquels servaient à intervenir lorsque les sécheresses répétées, les invasions de sauterelles ou la soudure annuelle affamaient la population. Le Fonds considérait que ces interventions faussaient le marché ; le gouvernement, pris à la gorge par sa dette extérieure, dut plier.

Le Niger est le deuxième producteur mondial d'uranium : ses réserves au milieu du désert sont immenses – et l'uranium est l'un des minerais les plus convoités. Pourtant, le pays n'en tire pas beaucoup de bénéfices ; l'entreprise d'État française Areva a toujours eu le monopole de son exploitation et la redevance qu'elle payait à l'État nigérien était dérisoire. Jusqu'à ce que, en 2007, l'on découvre de nouveaux gisements à Azélik et que le président Mamadou Tandja décide d'ouvrir le jeu : une société mixte sino-nigérienne serait chargée de les exploiter. Areva protesta, en vain. Deux ans plus tard, surgit un nouveau gisement à Imouraren ; la France voulait cet uranium. C'est le pays le plus nucléarisé du monde : les trois quarts de son électricité sont produits dans des centrales nucléaires alimentées par ce minerai que le pays ne produit pas et dont près de la moitié provient du Niger.

En février 2010, le président Tandja entamait des négociations avec les Chinois en vue de l'exploitation du nouveau gisement. Quelques jours plus tard, un certain colonel Djibo prit la tête d'un coup d'État et renversa le gouvernement. Dès qu'il eut pris le pouvoir, le colonel mit un terme aux négociations avec la Chine, avant de réaffirmer la « gratitude et la loyauté » de son pays à l'égard de la France et d'Areva. L'année suivante, des élections portèrent au pouvoir Mahamadou Issoufou, un ingénieur des mines qui travaillait pour Areva.

Au début du siècle, la Banque mondiale avait élaboré un plan pour installer un système d'irrigation qui permettrait d'exploiter plus de 400 000 hectares : la surface cultivée

serait décuplée, garantissant l'alimentation de l'ensemble de la population. Mais le deuxième producteur mondial d'uranium n'avait pas le moindre sou pour financer les travaux.

Sous l'Empire romain, un hectare produisait 300 kilos de céréales et un paysan pouvait travailler en moyenne trois hectares : chaque paysan produisait près d'une tonne de grain.

Dans l'Europe médiévale, un hectare produisait 600 kilos de céréales et un paysan pouvait travailler quatre hectares en moyenne : il produisait deux tonnes et demie de grain.

Dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, chaque hectare produisait une tonne de grain et chaque paysan pouvait travailler cinq hectares en moyenne, produisant cinq tonnes par an.

Au milieu du XX^e siècle, aux États-Unis, un hectare produisait deux tonnes de grain et chaque paysan pouvait en cultiver environ 25, produisant 50 tonnes de grain par an.

Au début du XXI^e siècle, aux États-Unis, un hectare fertilisé et irrigué produit 10 tonnes de grain et chaque paysan peut travailler 200 hectares en moyenne, soit un rendement annuel de 2 000 tonnes.

Au Sahel, au début du XXI^e siècle, un hectare produit environ 700 kilos de grain et chaque paysan travaille en moyenne un hectare, produisant ainsi 700 kilos annuels. Un peu moins qu'un paysan sous l'Empire romain il y a deux mille ans ; deux mille fois moins qu'un fermier américain aujourd'hui.

Il est peu de domaines où l'inégalité soit aussi criante, aussi éhontée qu'en agriculture, l'industrie de base pour nous nourrir.

Ce sont des terres arides : 4 % de la surface cultivable d'Afrique dispose d'un système d'irrigation – alors que quasiment toutes les terres européennes et nord-américaines et la moitié des terres asiatiques en ont. Dans le nord du Brésil, l'Organisation météorologique mondiale a comparé la productivité de deux hectares contigus plantés de haricots, l'un doté d'irrigation, l'autre pas : celui qui dépendait de l'eau de pluie a fourni 50 kilos, l'autre, 1 500. Seulement trente fois plus.

Ce sont des terres déshéritées : il y a 30 millions de tracteurs dans le monde, mais les 700 millions de paysans africains en ont moins de 100 000 – et 250 000 animaux de trait pour travaux agricoles. L'immense majorité travaille encore avec ses

mains, ses jambes et une houe pour tout instrument. Selon les experts, lorsque la force de traction est doublée, la surface de terre cultivable l'est aussi.

Parmi ces 700 millions de paysans, 500 millions n'ont pas de semences sélectionnées ni d'engrais minéraux. Et la grande majorité d'entre eux ne peut vendre ce qu'elle sème ailleurs qu'autour de chez elle, faute de routes et de camions. C'est pourquoi, bien souvent, quand par chance ils ont un peu de grain en trop, il pourrit dans des greniers mal aérés. Selon la FAO, 25 % des récoltes mondiales sont détruites par les rongeurs ou en raison de mauvaises conditions de stockage : dans la plupart des cas, naturellement, dans ces pays où les silos sont miteux voire inexistantes.

– Je suis indigné quand j'entends dire que le Sahel ne peut pas se nourrir. Bien sûr qu'il le peut ; il suffirait que cela devienne une priorité des politiques et des politiciens. Les grands donateurs internationaux parlent beaucoup de corruption et ils ont raison. Mais c'est aussi de leur faute. Si je te donne dix francs pour que tu t'achètes un stylo et qu'ensuite tu refuses de me le montrer, je cesserai de te donner tous les ans dix francs pour que tu t'achètes le même stylo. Or c'est exactement ce qu'ils font : ils donnent, ils donnent, tout en sachant que leur argent va dans les poches les plus douteuses, car ils y trouvent un intérêt, cela leur permet de maintenir leurs politiques et leurs affaires dans la région.

Me dit, dans son bureau de Niamey, le directeur d'une ONG qui me prie de ne pas dévoiler son nom.

– C'est une relation d'intérêt réciproque. Pas seulement économique : ce n'est pas seulement qu'ils ont un intérêt à ce que le gouvernement soit corrompu pour qu'il cède facilement lorsqu'une entreprise américaine ou européenne viendra chercher à développer un business quelconque ; il y a aussi une question structurelle. Cela les arrange de maintenir les gouvernements locaux en état de dépendance à l'égard de leur aide « humanitaire ». Et c'est pareil pour les gouvernements : cela les arrange de maintenir leur population dans la dépendance – et en même temps, la tête ailleurs : des personnes constamment menacées par la faim ne vont guère se mettre à regarder dans le détail ce que font leurs dirigeants. Plus une population

est en difficulté, moins elle est regardante. Dans le même temps, ces personnes s'habituent à vivre la main tendue, au lieu de réfléchir à un moyen de produire leurs aliments, elles attendent qu'un fonctionnaire ou un Blanc les leur apporte. Je ne dis pas que c'est toujours le cas, mais...

Une infirmière de l'hôpital de Madaoua me raconte le cas d'une mère – une parmi tant d'autres, dit-elle – qui depuis des mois maintient son fils un peu en dessous du poids minimum pour qu'on continue à lui donner des compléments alimentaires ainsi qu'un peu de nourriture – un sac de mil, quelques litres d'huile – pour elle et les autres membres de sa famille. Le lendemain, elle me la présente :

– On me dit que votre fils ne guérit pas, qu'il est toujours en sous-poids.

– Oui, il ne guérit pas, le pauvre.

– Serait-ce qu'il ne mange pas tout ce qu'on lui donne ?

– Non, moi je lui donne tout, docteur, tout. À mon avis, il a été envoûté. Ça doit être un envoûtement, docteur.

Il y a aussi des femmes qui se renseignent sur le lieu et la date de distribution de compléments des différentes ONG et qui marchent des heures pour aller en chercher. Certaines en ont besoin pour leurs enfants, d'autres pour les vendre et pouvoir acheter quelque chose à manger : un sachet de Plumpy'Nut coûte 150 francs – un quart de dollar – sur le marché de Madaoua.

La faim, au Niger – mais cela vaut aussi pour bien d'autres pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique –, n'est pas « structurelle » ; ou bien, si elle l'est, c'est parce qu'on n'a pas mis en place les structures qui permettraient que personne n'ait faim. Ici – sans aller plus loin –, la terre n'est pas bonne, mais avec des engrais, des herbicides, des tracteurs et de l'irrigation, tout serait différent.

La faim, au Niger – comme dans tant d'autres pays –, est une conséquence du pillage : si au cours des cent années qui ont précédé l'indépendance l'on avait accumulé une partie de ce qui avait été produit ; si ensuite l'uranium extrait par Areva avait servi en partie à mettre en marche une agriculture productive, il y aurait aujourd'hui quelques tracteurs, un

soupçon d'irrigation, quelques routes, peut-être même une modeste industrie. Des manières d'améliorer – légèrement – la vie : de manger plus souvent.

Dans son ouvrage intitulé *Enough*, le journaliste américain Roger Thurow – ancien du *Wall Street Journal* – raconte comment un grand succès tourna au drame. En 2002, l'Éthiopie enregistrait depuis des années des récoltes croissantes : l'amélioration des semences, l'introduction de quelques engrais et d'un certain nombre de tracteurs, un minimum d'irrigation, tout cela porta ses fruits. Cette année-là, l'Éthiopie était devenue le deuxième producteur de grains du continent derrière l'Afrique du Sud. Seulement, personne n'avait pensé à la manière d'écouler une telle production. Les quantités dépassaient la demande locale ; les routes qui menaient aux ports étaient dévastées ou coupées par la guerre d'Érythrée ; personne – ni le gouvernement ni le secteur privé – n'avait les moyens d'acheter et de stocker les céréales ; il n'y avait même pas de silos pour les engranger ; dans certaines zones du pays, des millions de gens ne mangeaient pas à leur faim, mais les routes qui menaient jusqu'à eux étaient impraticables et seuls les avions de l'aide internationale pouvaient y accéder : pour la plupart américains, ils apportaient des vivres américains, comme les lois de leur pays l'exigeaient. Le pays regorgeait de grain dont personne ne pouvait profiter et les Américains débarquaient avec leurs propres céréales : des tonnes de céréales achetées une fortune à des producteurs étasuniens.

Dans certaines régions, le grain était en surplus ; les marchés locaux furent inondés de blé à bas prix et, en quelques jours, la valeur du grain dégringola de dix à deux dollars les 100 kilos. La plupart des fermiers essuyèrent de telles pertes que l'année suivante ils n'avaient plus de quoi payer des semences, des engrais ni – pour les privilégiés – du combustible pour leurs pompes à eau : une bonne partie de leurs terres demeurèrent en friche. La récolte de 2003 reste l'une des plus désastreuses des dernières décennies et la faim se généralisa dans le pays. « Je sais que quand je diminue ma surface cultivée, je contribue à la pénurie alimentaire, confiait à Thurow un producteur du nom de Bulula Tulle qui était passé de 1 000 à 200 hectares semés. C'est horrible, mais au moins je ne perds pas d'argent. »

Momo, le directeur de MSF au Niger, a des années d'expérience dans la région : il est né et a grandi au Mali, s'est formé dans différentes organisations, est devenu un expert du Sahel. Momo parle d'une voix à la fois calme et ferme, convaincue :

– Il est vrai que certains facteurs plus ou moins naturels et démographiques nous compliquent la vie. Il y a toujours la menace des ravageurs, des grillons et des moineaux qui peuvent arriver dans la nuit ou à l'aube quand le champ est à point, et tout piller. Il y a aussi des éléments liés à l'histoire de ces dernières décennies. Une partie des nomades qui sillonnaient la région avec leurs troupeaux se sont sédentarisés et ont ajouté une pression démographique, en se fixant ils ont réduit l'espace disponible pour les autres nomades qui se sont sédentarisés à leur tour et ainsi de suite. Comme il y a moins de bétail, il y a moins d'engrais, et les engrais chimiques qui les remplacent sont très chers, alors on produit moins. Le sol s'est dégradé, les pluies sont devenues plus rares, la population s'est accrue. Si bien que les terres qui autrefois suffisaient à la nourrir ne suffisent plus...

Au cours des vingt dernières années, la production agricole nigérienne s'est accrue de 2 % par an ; la population, de plus de 3,5 % : le nombre de gens augmente beaucoup plus vite que la quantité de grain. Comme il y a plus de monde, les terres sont de plus en plus divisées.

Autrefois, le système fonctionnait car les paysans investissaient de nouvelles terres un peu plus éloignées du village, un peu plus sèches, un peu moins fertiles. Mais ce n'est plus possible : tout est pris. Cela les empêche en outre de laisser reposer la terre, dont on exige trop. Du coup, chaque parcelle produit moins, chaque parcelle se repose moins et produit de moins en moins, et ainsi de suite. Jusqu'à ce que le niveau de production devienne si bas que le paysan ne puisse plus vivre de son travail. Durant des siècles, la terre ne pouvait être vendue qu'à des membres de la famille ou, dans le pire des cas, à des gens du village. Ce mécanisme de régulation a volé en éclats il y a quarante ans, lorsque la terre est entrée sur le fameux marché : les riches des villes – commerçants, fonctionnaires – se sont mis à les accaparer. Nombre de paysans

possédaient un bien qui ne produisait pas assez mais qui avait une valeur : dans leur désespoir, ils cédèrent à la tentation de vendre d'abord un hectare, puis un autre, jusqu'au dernier, à la tentation de rester sans rien et de devoir vivre comme un paria, chez un parent ou, en dernier recours, de migrer vers un bidonville de Niamey ou d'Abidjan.

Oui, dit Momo, c'est ainsi. Mais cela a commencé il y a quarante ans. Depuis le temps, il aurait fallu trouver des solutions.

Les enfants d'Hussena et de Salou sont grands, ils ont plus de vingt-cinq ans et vivent toujours chez leurs parents. Se marier revient cher, ils n'ont pas encore pu réunir l'argent nécessaire pour la dot, la fête, les cadeaux. Hussena dit qu'elle pense parler avec quelqu'un de sa famille afin de lui emprunter de l'argent pour l'aîné, qui est de plus en plus impatient ; si la récolte n'est pas trop mauvaise cette année, Hussena dit qu'ils vont tenter le coup.

Autrement, dit Hussena, il va partir pour ne plus revenir.

– Où va-t-il aller ?

– Il dit qu'il veut partir à Niamey, mais il ne sait pas comment faire, il n'a personne...

– Vous connaissez Niamey ?

– Non, je ne connais personne là-bas. Où voudriez-vous que j'aille ?

– Vous imaginez ça comment ?

– Je ne sais pas, un endroit très grand.

– Où les gens vivent mieux ou moins bien ?

– Non, là-bas, c'est très différent. Ils vivent bien mieux. Ils ont l'électricité, l'eau courante, ils ont plus à manger. En ville, il y a toujours à manger, ils vivent bien mieux. En ville, tout le monde vit mieux.

Dit-elle, à propos d'une ville bondée de cahutes, de décharges, de mendiants, d'infirmes, d'exclus.

– Et ça ne vous dirait pas d'aller vivre là-bas ?

– Moi j'irais bien, mais pour aller vivre à Niamey il faut avoir les moyens.

Dit Hussena, puis elle m'explique patiemment : imaginons que son mari, ses enfants et elle – ou même sans les enfants, qu'elle pourrait laisser au village au début – aillent tenter leur

chance à Niamey : il leur faudrait de l'argent pour payer le transport, ensuite, arrivés là-bas, il leur faudrait de quoi manger les premiers jours, jusqu'à ce qu'ils trouvent un travail, et puis même s'ils trouvaient un travail, où pourraient-ils dormir ? dit-elle. Car on lui a raconté qu'en ville, on ne peut pas dormir n'importe où. Or eux, ils n'ont pas l'argent, dit-elle, alors ils ne peuvent pas : aller tenter sa chance en ville, c'est réservé à ceux qui ont les moyens. C'est pourquoi, dit-elle, à son avis leur fils devrait rester chez eux. En plus, dit-elle tout bas, du bout des lèvres, comme si elle hésitait à le dire, il y a autre chose :

– Il y a autre chose. Les enfants qui partent oublient leurs parents.

6

Hier il a plu, aujourd'hui les champs sont remplis d'hommes et de femmes qui, munis d'une houe, fendent la terre pour y planter leurs graines. La terre résiste, quoiqu'un peu moins lorsqu'elle est détremmée. J'aurais aimé les voir hier, quand il a commencé à pleuvoir.

– Tu n'imagines pas notre joie quand on a vu tomber les premières gouttes et qu'on a vu que c'en étaient de bonnes.

Me dit Ahmad avec un sourire triomphant.

– On aurait dit qu'elle ne viendrait jamais. Chaque année on a l'impression qu'elle ne viendra jamais et elle finit par venir, mais l'année d'après, on se dit encore qu'elle ne viendra jamais.

– Et elle vient à chaque fois ?

– Non. Parfois elle ne vient pas.

Formulé différemment : tout est extrêmement fragile. La pluie qui tombe ou ne tombe pas, les essaims de sauterelles qui déferlent, un commerçant qui accapare des denrées et en fait grimper les prix, est ce qui décide de la vie ou de la mort de dizaines de milliers de personnes. La richesse, c'est d'avoir le choix, de pouvoir assurer ses arrières : ne pas toujours vivre au bord du gouffre. Évoluer sur un terrain vaste, où il y ait de la place pour tomber, où, même à terre, on soit encore quelque part ; la misère, c'est vivre sur un fil : chuter, c'est forcément tomber dans le vide.

Cela faisait dix jours que je n'avais croisé personne avec une montre. Ahmad en porte une grande, digitale, carrée, lourde, métallique, stridente au poignet droit : de temps en temps il la regarde du coin de l'œil, comme pour s'assurer qu'elle est toujours là, comme pour que je sache qu'il la regarde, qu'il la possède : qu'il est un homme à montre. Que l'heure – pas le temps, mais cette manière de le découper en heures – ait de l'importance est un gros changement au sein d'une culture : des paysans qui depuis des siècles se passent d'horloge pour mesurer le temps sont soudain confrontés à de nouvelles situations – où l'heure est un paramètre. Et, bien sûr, cela leur plaît de le montrer : se donner des airs.

Ahmad a vingt-huit ans, il a quitté l'école à la fin de la primaire : il sait lire, écrire, calculer. Il a aussi une femme, trois enfants, un père, une mère, trois frères, quatre sœurs, une foule de neveux et nièces ; entre eux tous ils réunissent trois parcelles d'un hectare, deux d'un hectare et demi, une de deux : huit hectares au total – pour quatre hommes – qui font de lui un homme plus riche que la plupart de ses voisins.

– Mais faut pas croire, chef. Personne ne me fait de cadeau, à moi. Je me crève l'échine.

Ahmad travaille avec son père et deux de ses frères. C'est un long processus : en avril, avant de semer, ils brûlent le champ pour détruire les mauvaises herbes et préparer la terre, tellement éreintée par des années et des années d'exploitation. Ensuite vient la partie la plus laborieuse : tracer les sillons à l'aide de ce long bâton prolongé d'un petit couteau qui constitue l'instrument de labour le plus répandu par ici : un bâton, un homme lacérant l'écorce de la terre. En mai, avant la pluie, ils y sèment les graines : c'est ce que l'on appelle planter à sec. À ce stade-là, ils ne mettent pas d'engrais, puisqu'ils ne savent pas s'il va pleuvoir, si ça va pousser ou pas et qu'ils ne peuvent se permettre de gâcher de l'engrais en conjectures. Deux ou trois semaines plus tard, s'il a plu, commencent à pointer les premiers bourgeons ; c'est le moment de désherber à l'aide du même bâton ou de la houe, puis d'épandre de l'engrais. Aujourd'hui, les fertilisants sont ruineux : autrefois, on utilisait de la bouse, mais il ne reste

plus beaucoup de vaches vu qu'il y a de moins en moins de terres vacantes pour que les transhumants les fassent paître. Désormais il faut donc l'acheter, en l'épandant avec beaucoup de discernement. Un mois plus tard, ils désherbent et ajoutent de l'engrais, s'il en reste, puis ils attendent encore un mois et demi ou deux mois et prient pour qu'il pleuve au bon moment et que les moineaux ou les grillons ne viennent pas tout piller. Alors, enfin, on moissonne en formant des bottes. Même chose dans chaque petite parcelle, avec ses distances propres, ses disputes, ses chèvres qu'un berger emmène paître, ses chaleurs écrasantes, ses sécheresses. Ce sont beaucoup d'heures chaque jour, huit, dix heures sous les rayons du soleil, une unique pause à midi pour prier et manger la boule que leur femme leur apporte.

– Ça fatigue beaucoup ?
– Ça fatigue.
– Ça te laisse beaucoup de temps pour réfléchir, aussi...
– Oui, beaucoup. On peut réfléchir à tout plusieurs fois.
– Tu réfléchis à quoi ?
– Ce à quoi je réfléchis le plus, ce à quoi je pense tout le temps, c'est : Aïe, quand est-ce que je vais terminer, combien de temps il me reste. Et très souvent je me dis qu'un jour je devrai économiser assez d'argent pour m'acheter une charrue et un attelage de vaches ou un chameau pour tirer la charrue. Ça rendrait mon travail beaucoup plus facile...

Une roue de charrue fabriquée par le forgeron du village peut coûter dans les 35 000 francs, soit près de 70 dollars ; elle ne sera pas très solide, dit Ahmad, mais si on en prend soin, elle peut durer, même si en réalité, dit-il, elles se cassent presque toutes. Si on en veut une bonne, elle peut coûter 60 000, 80 000 francs, et pour les deux vaches de trait, c'est au minimum 150 000. Avec 200 000, 250 000 il pourrait peut-être y arriver, dit-il : 400, 500 dollars.

– C'est une somme.

Dit-il, puis il soupire.

La petite agriculture répond au vieux précepte de l'hérédité : il est très rare, à moins que ça n'aille très mal, que le fils d'un agriculteur abandonne la terre paternelle. Il la reprend, poursuit une vie semblable à celle de son père, récupère, conserve.

C'est un destin, je me dis : c'est un destin.

Et je comprends tout à coup que l'idée de destin appartient à une époque révolue, c'est une notion rurale.

Ahmad dit que, quand il en a vraiment assez de manier son bâton dans le champ, il lui arrive de s'amuser à calculer comment faire pour s'acheter cette fameuse charrue, il esquisse des futurs possibles : avec la charrue, il pourrait produire un peu plus et travailler plus vite, durant son temps libre, il pourrait proposer ses services pour ensemer d'autres champs, ou se procurer une autre petite parcelle – car il ferait tout plus vite et mieux –, et cela lui donne des forces pour ses expéditions ou, comme ils disent ici, ses exodes : chaque année, une ou deux fois par an, Ahmad part pendant près de deux mois au Nigeria pour rapporter de l'argent à sa famille. Le Nigeria est à côté, à moins de vingt kilomètres, et les frontières sont perméables : on dit que les factions sahéennes d'Al-Qaïda y transitent pas mal.

Le Niger est longtemps resté en marge des conflits régionaux : plus maintenant. Aujourd'hui, le fameux terrorisme l'a placé sur la carte militaire du monde. En février 2013, on apprend que les États-Unis avaient installé dans les environs de Niamey une base pour envoyer des drones, l'arme qui est en voie de changer radicalement la manière de faire la guerre : qui creuse un fossé immense entre riches et pauvres – car les pauvres combattent avec leur corps, les riches avec des engins téléguidés.

Alors un porte-parole américain déclara qu'il ne pouvait pas dire combien de drones Predator il y avait, que leur déploiement était temporaire, qu'ils les utilisaient pour contrôler les islamistes fondamentalistes au Mali et que, « pour l'instant, ils étaient dédiés à la surveillance ». Mais l'opération embarquait de fait le Niger dans cette guerre et plaçait son gouvernement dans une situation inconfortable : « Nous souhaitons la bienvenue aux drones, dit alors le président Mahamadou Issoufou. Nous avons besoin de prévoir les mouvements des guérillas au Sahara et au Sahel, mais nos pays sont comme un aveugle conduisant un autre aveugle. Nous devons nous fier à des pays comme la France et les États-Unis. Nous avons besoin de coopération pour garantir notre sécurité. »

Pas seulement pour cela : 40 % du budget national du Niger provient des aides et de la coopération du Premier Monde – et cela, comme tout le reste, a un prix.

Quand arrive la saison de la récolte du maïs ou du riz au Nigeria, Ahmad et d'autres garçons du village traversent la frontière. Ici, comme dans bien d'autres pays pauvres, le vieux mécanisme qui veut que les hommes s'en aillent, se déplacent, voyagent, tandis que les femmes restent rivées à la terre est toujours à l'œuvre. Ou fassent, en réalité, un seul grand voyage : lorsqu'elles se marient et quittent leur village pour aller dans celui de leur mari. Ensuite, sauf catastrophe, plus rien.

Au Niger, le revenu journalier d'un paysan est de 2 000 francs – soit 4 dollars ; au Nigeria, il peut atteindre les 4 500 francs. Avec une partie de ce qu'il gagne, Ahmad achète des chaussettes ou des lampes électriques à un grossiste chinois à Kano, puis il essaie de les revendre de village en village. Tous les dix ou quinze jours, il envoie un peu d'argent à sa femme pour que la famille puisse manger : parfois par le biais d'une connaissance qui rentre, parfois par la banque – qui lui en retient plus de 10 %.

– Si je n'aimais pas ma terre, je travaillerais tout le temps au Nigeria. Mais je ne peux pas, je ne veux pas l'abandonner : c'est la terre de mon père, de mon grand-père...

Il ne veut pas et on ne le laisse pas le faire : l'an dernier, le patron d'un champ nigérian lui a proposé un emploi permanent. Et celui-ci ne consistait pas à transpirer, la houe à la main, mais à tenir sa comptabilité. Ahmad était emballé, mais il a bien sûr commencé par demander l'autorisation à son père, lequel lui a rappelé l'histoire d'un oncle qui, des années en arrière, était parti travailler au Nigeria et n'était jamais revenu, n'avait plus jamais rien envoyé – et il lui a dit qu'il ne voulait pas qu'il disparaisse à son tour de leur vie.

Les transferts des migrants sont une forme sauvage de redistribution de la richesse, mâtinée d'une exploitation un peu plus sauvage encore : des pauvres font dans des pays plus riches le travail que les locaux refusent de faire et, en échange, ils envoient de l'argent dans leur pays d'origine. On estime

qu'en 2013, 200 millions de migrants ont envoyé 400 milliards de dollars vers leur pays d'origine. Au Niger, un homme sur trente part travailler au Nigeria, au Ghana, au Bénin ou en Côte d'Ivoire : ils envoient chez eux dans les 100 millions de dollars par an. Beaucoup restent, beaucoup vont et viennent.

Ils constituent aussi une forme pauvre de mondialisation. Ainsi, l'implosion de la Libye après la chute de Kadhafi n'a pas seulement dispersé des jihadistes dans toute la région, elle a aussi empêché un quart de million de Nigériens partis travailler là-bas de continuer à envoyer de l'argent dans leur foyer : encore plus de misère aux causes bien éloignées.

Ahmad ne se résigne pas : il dit qu'il va s'en sortir. Qu'il sait qu'avec de l'effort et beaucoup de sacrifices il va s'en sortir. Et que les efforts et les sacrifices ne lui font pas peur. Il a les dents de travers, les yeux bridés, une barbe de plusieurs jours, une chemise blanc et jaune à grandes fleurs hippies fanées par l'usure, un pantalon tout troué – et sa montre.

Ahmad se débrouille. Mais, bien que lui et sa famille cultivent toutes leurs terres, que s'y ajoutent parfois une récolte d'oignons en décembre, le gombo dont s'occupent les femmes et le travail au Nigeria, cela ne leur suffit pas toujours.

– Maintenant, on mange presque tous les jours. Mais pas toujours. Les enfants mangent tous les jours. Presque toujours.

Ossama, son fils cadet, vient de sortir de l'hôpital de Madaoua, où il a été hospitalisé pour malnutrition aiguë. Ahmad dit qu'à son avis, ce n'est pas ça, que le médecin a dû se tromper, qu'ils lui donnent ses morceaux de boule tous les jours, non mais pour qui le prennent-ils. À son arrivée, Ossama, près de deux ans, pesait sept kilos.

– C'est que tout dépend de tant de choses, ici. Parfois il me semble que je ne peux pas réfléchir à autant de choses. Et la pluie, et les semences, et l'engrais, et le Nigeria, et mes frères, et ceci et cela. Un homme ne peut pas réfléchir à autant de choses.

- Quel est ton plat préféré, ce que tu préfères manger ?
- La boule de mil.
- Ah bon ? C'est meilleur que le poulet ?
- Le poulet ? Je ne peux jamais manger de poulet. À quoi ça me servirait de l'aimer ?

C'est, disons, le printemps. Les vieux troncs refont des feuilles, les arbustes verdissent, le mil point dans les champs, je n'avais jamais été au Niger à la saison des pluies, quand le paysage monstrueusement sec s'adoucit, devient plus vivable. Mais c'est aussi le temps de la soudure : il est cruel que, tandis que la nature connaît une modeste abondance, les hommes souffrent de la plus extrême pénurie.

Un ami d'Ahmad passe, ils bavardent un moment : on lui a dit que dans les villages de l'autre côté de Madaoua, le mil a bien poussé, qu'il est déjà haut sur pied et robuste, que tout est vert, dit l'ami, puis il hoche la tête. Je viens de passer par ces villages : des terres tout juste plantées, des bourgeons très épars ; je le lui dis.

– Non, monsieur, vous devez faire erreur. Nous, on sait que là-bas, ils vont avoir une bonne récolte.

On ne peut pas discuter avec celui qui sait. On peut penser, éventuellement, au besoin de mythes : qu'un peu plus loin, toujours plus loin, il y a quelque chose (de mieux), quelque chose qu'on mériterait d'avoir et qu'on n'a pas. La modernité relève entre autres de ça ; de même que les religions. De même que l'histoire.

Quand il veut se faire plaisir – quand il peut se faire plaisir –, Ahmad part un jour ou deux chez un parent à Madaoua, où il se repose et regarde la télé.

– Je regarde les informations, le football. Je suis supporter du Real Madrid. Tu connais ? Real Madrid.

Répète-t-il lentement, pour que je comprenne. Et il dit qu'un jour il va être à son compte, avoir sa propre parcelle, sa propre télévision, ses deux bœufs pour labourer le champ. Récemment, il a failli y arriver – les bœufs, il précise, il a failli les avoir – parce qu'il avait beaucoup travaillé et vendu beaucoup de lampes électriques au Nigeria, il avait un petit magot et pouvait songer à les acheter, mais il s'est laissé tenter.

– Comment ça, tenter ?

Je lui demande, pour entrer dans son jeu, et il sourit de ses dents enchevêtrées, il fait durer le mystère.

– Je me suis laissé tenter. Tu sais ce que j'ai fait ?

Je me demande quand a bien pu commencer à circuler cette idée si contemporaine qui dit qu'il faut « faire quelque chose » de sa vie : qu'il faut lui « donner un sens », une utilité. Autre chose que manger, travailler, procréer, croire, oublier, mourir. Pendant des millénaires, très peu de gens y pensaient : pour l'écrasante majorité, vivre était plus que suffisant. Mais aujourd'hui, apparemment, cela ne suffit pas : il faut faire plus.

On dirait une idée urbaine. Mon préjugé : pour un paysan accroché à sa terre, il est plus facile d'imaginer une continuité, plus difficile d'imaginer des changements radicaux. Ou plus difficile de les désirer, parce qu'il y a toujours eu des guerres, des migrations, des cataclysmes : le changement, la menace.

– Tu ne sais pas. Ben non, tu ne sais pas.

Dit Ahmed qui ménage encore un instant un silence énigmatique. Ensuite, il dit, comme on jette une bombe : Je me suis marié.

– Je me suis marié. J'ai ma seconde épouse, maintenant.

Ahmad en est si fier, si enflé : un sourire lui échappe au coin des lèvres. Il me raconte qu'il s'est marié il y a sept mois avec une cousine germaine de dix-sept ans et que les noces ont été très belles, la fête avec l'agneau et les chants et les danses, et que maintenant il doit travailler encore plus parce qu'il n'est pas si facile d'entretenir deux femmes, mais qu'il va y arriver, il peut y arriver.

– Pourquoi t'es-tu remarié ?

– Parce que j'en avais envie.

– Ta femme ne te plaisait plus ?

Lui dis-je, puis il rit et se décide à me l'expliquer : son groupe d'amis, ce sont neuf garçons du village qui font tout ensemble, ils se connaissent depuis toujours, les jeux, l'école, le travail, beaucoup d'entre eux partent ensemble chercher fortune au Nigeria, ce sont de vrais amis. Sur les neuf, six avaient déjà leur seconde femme, alors lui, il ne voulait pas être en reste.

– Ils se moquaient de moi, ils rigolaient. Ils me regardaient de haut.

Il serait plus simple – plus facile – de pouvoir écrire qu'Ahmad n'arrive pas à acheter cette charrue si convoitée parce que la situation socio-économique et les inégalités mondiales

et l'injustice extrême – et tout cela est vrai, mais il est vrai aussi qu'il a eu sa chance, qu'il a préféré la laisser filer. Ou plutôt : qu'il a préféré en profiter autrement.

– Qu'est-ce qu'on s'est bien amusés au mariage. Près de deux jours de fête, tout le monde était là, la famille, les amis.

Entre la dot et les cadeaux, le mariage lui a coûté pas loin de 200 000 francs : la somme dont il disposait pour s'acheter une charrue.

– Mais maintenant elles s'entendent bien toutes les deux, il n'y a pas de problème. Et mes amis savent qu'ils doivent me prendre au sérieux.

– Et ce n'est pas trop de travail, deux épouses ?

Ahmad me regarde avec un sourire : je lui ai encore dit ce qu'il attendait, je lui ai offert l'occasion de fanfaronner.

– Tant que Dieu m'accordera la santé, il n'y aura aucun problème.

Dit-il, puis il regarde l'heure : il doit y aller, il a à faire.

7

Cette fois-là – une fois de plus – la moisson s'était compliquée. En 2004, la sécheresse et une invasion de sauterelles avaient réduit la production de mil, mais c'est un doublement des prix qui avait finalement abouti à ce que des milliers de Nigériens n'aient rien à manger. La cote internationale avait grimpé sous l'effet de la spéculation boursière à Chicago – et de grandes quantités de grain étaient parties pour le Nigeria, où la demande augmentait sans cesse. Mais la hausse des prix internes était surtout due aux manœuvres des vingt ou trente grands marchands qui contrôlaient le négoce au Niger, et qui avaient profité du retrait de l'État pour contrôler le marché. Le prix du mil augmenta, ils en mirent des tonnes de côté pour quand il augmenterait encore plus : il augmenta encore plus. Ils n'avaient aucune raison de se soucier du bien-être général : il leur importait, en toute logique dans leur logique, de gagner toujours plus d'argent.

Fin 2004, de plus en plus de gens furent privés de nourriture et d'argent pour en acheter. Les vaches et les chèvres mouraient par milliers : pour beaucoup de Nigériens, la mort

de leurs bêtes marque le début du désastre final. Mais le président Mamadou Tandja était en campagne pour sa réélection, qu'il obtint à la fin de l'année : la crise pointait, mais son gouvernement se garda bien de l'annoncer car cela lui aurait fait perdre des voix. Pour les mêmes raisons, la malnutrition et la mortalité infantile n'étaient pas un thème central dans l'agenda politique du pays. Voilà plus d'un an que le département Nutrition du ministère de la Santé était acéphale.

« La notion de "famine" n'est en effet pas neutre. La manière dont on interprète une "crise" détermine les actions à entreprendre pour y remédier. Le fait de qualifier ou non une situation de famine affecte le montant et la répartition de l'aide ainsi que l'attribution des responsabilités pour la gestion de fonds d'urgence et l'organisation des opérations », écrit Benedetta Rossi dans « Les paradoxes de l'aide chronique »¹.

Tandja décida de faire comme si de rien n'était pour ne pas être pris pour un idiot ou un bon à rien. C'est pourquoi ils nièrent l'évidence ; c'est pourquoi ils ne demandèrent pas l'aide dont ils avaient besoin. C'est un classique qui revient régulièrement. Éthiopie, 1984-1985, par exemple, un demi-million de morts.

De même que les famines en Corée du Nord devraient servir d'exemple pour illustrer la manière dont agit un État dictatorial dont l'unique souci est de conserver le pouvoir, la famine nigérienne de 2005 devrait servir à illustrer ce que fait le marché lorsqu'il opère à son aise. Cependant, elle a servi à autre chose.

Le Niger comptait alors 14 millions d'habitants, dont près de trois millions d'enfants de moins de cinq ans. Chaque année, 200 000 de ces gamins mouraient, dont la moitié de dénutrition. En 2005, cependant, les moins de cinq ans mouraient dans des proportions supérieures que dans n'importe quelle guerre : 5 sur 10 000 par jour.

Médecins Sans Frontières se trouvait là presque par hasard. Ils étaient arrivés trois ans auparavant pour mener une campagne de vaccination contre la rubéole dans le district de

1. Publié dans l'ouvrage collectif *Niger 2005 : Une catastrophe si naturelle*, Karthala Éditions, 2007.

Maradi, un des plus fertiles et productifs du pays, et ils avaient découvert que le nombre d'enfants dénutris dépassait tous les calculs antérieurs. Ils décidèrent alors d'essayer d'intervenir.

– Nous n'avons fait aucune analyse : nous travaillions dans la région et nous avons constaté qu'il y avait un nombre incalculable d'enfants dénutris. C'était une maladie à laquelle personne ne prêtait attention. On ne s'y intéressait qu'en cas de catastrophe naturelle ou de guerre ; autrement, non.

La situation ne faisait qu'empirer. En avril 2005, ils savaient déjà que 20 % des enfants de Maradi âgés de moins de cinq ans souffraient de dénutrition sévère aiguë. (On ne sait pas grand-chose sur la faim des adultes en général : comme ils n'en meurent pas rapidement – mais que, leur état va s'aggravant, ils meurent au bout de quelques années d'autre chose –, on ne les étudie pas plus qu'on ne les soigne. Mais cette année-là, un autre organisme estima que les mères de ces petits présentaient une prévalence de dénutrition très comparable.)

Pourtant, le gouvernement refusait toujours d'intervenir, de faire pression sur les grossistes de grain, de demander de l'aide.

Dans « Building the Case for Emergency »¹, l'expert français de MSF, Xavier Crombé, a expliqué que la première chose que MSF avait dû mettre en place pour mener une action efficace lors de cette famine était de « constituer la malnutrition infantile en objet de préoccupation prioritaire » : en faire un sujet central. Il raconte alors les obstacles qu'il avait fallu franchir pour y parvenir : collecter des données, les confronter, les comprendre, les diffuser, proposer des solutions possibles. C'est un peu ce qui se passe dans le monde : certains sujets sont admis comme prioritaires, d'autres non. Susciter la préoccupation n'est que le premier pas, mais un pas fondamental : « donner une existence sociale à la maladie », disent les acteurs. En faire une urgence incontournable.

Il leur a fallu du temps, mais ils y sont parvenus. On était déjà au mois d'août et les enfants mouraient par milliers, quand le président Tandja s'est résigné à demander de l'aide

1. Publié dans l'ouvrage collectif *Genocide in Darfur: Investigating the atrocities in the Sudan*, Contledge, 2013.

– et à distribuer le peu de mil qu’il conservait. Le bal des donateurs était ouvert : j’ai besoin de tant, bon, ben, je t’en donne la moitié, non, je t’en prie, la situation est très difficile, mais nous sommes au milieu de l’année, tout mon budget est déjà assigné, oui, tu vois bien que mes petits sont en train de mourir, non, mais si je t’en donne plus, c’est les corrompus qui le gardent, tu ne peux pas me refuser cet argent maintenant, il fallait y penser plus tôt, bon, que voulez-vous en échange, on va te soumettre un projet, oui tout ce que vous voulez mais vite.

C’est de la pure charité : comme quelqu’un qui s’assoit devant le porche de l’église et supplie qu’on ait pitié de lui : il n’y est pas question de droit.

Il est question de bienfaisance – de la part de ceux qui s’emparent des biens du mendiant. De l’uranium, mettons. Une situation qui du même coup rappelle à ses victimes qui détient le pouvoir. Un gouvernement africain demande « au monde » qu’il lui vienne en aide dans une situation d’urgence. Alors « le monde » met en marche ses rouages, lesquels impliquent des discussions, des bras de fer, des marchandages, et finit par envoyer des vivres et des médicaments, peut-être quelques hôpitaux de campagne : le monde s’en va « sauver des vies » – sous-entendu : que leur propre pays est incapable de sauver. Mais il doit, moindre des choses, remercier le gentil patron qui a accepté de le sauver – après avoir raflé tout ce qui l’intéressait.

Durant cette année 2005, dans le département de Maradi, l’ONG Médecins Sans Frontières a soigné à elle seule plus de 60 000 dénutris aigus. Mais sans doute ne nous en souviendrions pas s’il ne s’agissait pas de la première intervention massive réalisée à l’aide d’un produit et d’une méthode qui allaient révolutionner le combat contre la faim infantile.

Les problèmes de vocabulaire persistent. Les uns parlent de malnutrition, les autres de dénutrition, mais tous s’accordent plus ou moins à dire qu’il existe quelque chose qu’ils appellent Dénutrition – ou Malnutrition – Aiguë. La dénutrition aiguë est ce qui arrive à quelqu’un qui ne mange pas assez, le résultat physique de la faim.

Nous disions : un corps qui se mange lui-même.

Un corps qui se consume : c'est pourquoi, chez les dénutris, la maladie la plus visible s'appelle consommation. Plus ce processus est avancé, plus la personne a perdu de la masse, moins elle a de chances de survivre. Le corps s'affaiblit, l'absorption intestinale diminue, les reins flanchent, l'efficacité du système immunologique décroît. À ce stade critique de la maladie – maladie ? – apparaît généralement le kwashiorkor, caractérisé par des œdèmes sur les jambes, les bras, le visage, puis survient le marasme nutritionnel, qui provoque une émaciation – amaigrissement – très brutale.

La plupart des personnes traitées pour malnutrition aiguë sont des enfants de moins de cinq ans, des petits à l'âge le plus critique, le plus fragile. Lorsque la dénutrition n'a pas encore atteint un stade critique ou le kwashiorkor, on la reconnaît à d'autres symptômes. Le plus classique est la diminution de l'indice de poids rapporté à la taille : on compare le poids du petit au poids moyen des enfants de sa taille bien nourris.

Mais la méthode la plus pratiquée dernièrement, car facile et précise, est la mesure du tour de bras ou MUAC (*Middle-Upper Arm Circumference*) : si le périmètre du bras d'un petit est inférieur à 125 millimètres, on considère qu'il souffre d'une malnutrition aiguë modérée ; s'il est inférieur à 115, la dénutrition sera sévère.

Durant des décennies, le traitement des enfants atteints de malnutrition aiguë sévère – ceux qui étaient littéralement en train de mourir de faim – consistait à les hospitaliser et à essayer de les alimenter par voie orale et veineuse. C'était une solution coûteuse – en ressources, en infrastructures, en personnel – mais assez inefficace : selon les cas et les endroits, entre un tiers et la moitié des enfants mouraient. Cela fait à peine vingt-cinq ans que des scientifiques ont tenté de revoir le processus : ils ont enfin compris que le type d'alimentation qu'on leur donnait non seulement ne les guérissait pas, mais parfois, exigeant trop de leur organisme affaibli, les tuait.

En 1976, un étudiant français de vingt-deux ans terminait ses études d'ingénieur agronome par un mémoire sur la « faisabilité d'un biscuit qui ferait office de complément nutritionnel destiné aux populations des pays pauvres ». Michel Lescanne,

fils d'un patron de l'industrie laitière en Normandie, se sentait investi d'une mission : il commença très vite à travailler dans l'entreprise familiale où il aida à créer des tablettes de protéines baptisées Novofood, lesquelles furent utilisées dans plusieurs situations d'urgence en Afrique.

Lescanne a depuis fondé sa propre société : Nutriset devait « se consacrer à la recherche en nutrition humanitaire, développant des solutions innovantes... ». En 1993, il lança la production industrielle d'un lait en poudre énergétique, le F100, spécialement conçu pour alimenter des enfants affamés, offrant 100 calories pour 100 centilitres. Ce lait fut utilisé dans quantité de situations d'urgence alimentaire, mais il présentait plusieurs inconvénients.

Tout d'abord, il supposait d'hospitaliser les enfants, lesquels suivaient un régime strict de F100 toutes les quatre heures, à des doses variables selon leur état. Le lait périmait très vite, il fallait en préparer jusqu'à huit fois par jour. Les enfants étaient victimes de maladies nosocomiales, d'infections, de la crasse de centaines de mères campant au milieu des bébés atteints de diarrhée. Les hôpitaux étaient submergés car ils devaient garder tous ces enfants affamés trois ou quatre semaines et les mères ne pouvaient pas délaissier pendant un mois leur foyer, leurs autres enfants, leur mari, leur travail. Nombre d'entre elles tenaient donc quelques jours et repartaient aussitôt que leur enfant semblait aller mieux. Certaines repartaient même avec quelques doses de F100 qui, préparé avec de l'eau trouble, sous la chaleur africaine, rendait les enfants encore plus malades. Beaucoup revenaient au bout de quelques jours, en pire état – quand ils ne mouraient pas chez eux.

En 1994, Michel Lescanne proposa à André Briend, un médecin nutritionniste de l'Institut de recherche pour le développement, à Paris, qu'ils travaillent ensemble à la mise au point d'un meilleur produit. Pendant deux ans, ils ont testé toutes sortes de matières premières, mais aucune n'était suffisamment conservable, agréable au goût et facile à manipuler. Jusqu'à ce qu'un matin, selon la légende, tandis qu'il prenait son petit déjeuner, Briend s'extasia devant un pot de Nutella. La légende ne dit pas qu'il cria eurêka, mais que de là lui vint l'idée de produire une pâte – d'arachide – qui, enrichie en lait, sucre, graisses, vitamines et minéraux, n'aurait besoin

d'aucun additif, pourrait être consommée sans aucune préparation, avait bon goût, supporterait les grandes chaleurs et pourrait se conserver deux ans dans son sachet d'aluminium. Ils la baptisèrent Plumpy'Nut – noix dodue – : elle allait changer la manière de traiter la malnutrition infantile.

Le nutritionniste irlandais Steve Collins fut le premier à l'expérimenter au Malawi et en Éthiopie, en 2002 et en 2003. Mais la campagne de Médecins Sans Frontières de 2005 au Niger constitua la véritable grande rampe de lancement du Plumpy'Nut, le plus célèbre des RUTF, *Ready to Use Therapeutical Food*.

Au début, les humanitaires de MSF étaient dubitatifs. Certains médecins étaient même très mal à l'aise. Le nouveau protocole indiquait qu'ils devaient hospitaliser les enfants pendant quelques jours et, dès que ceux-ci avaient repris des couleurs, les renvoyer chez eux avec leurs doses de Plumpy : ils étaient gênés de renvoyer un patient en pareil état, ils pensaient être en train d'offrir un traitement beaucoup trop incomplet.

Mais les résultats, il faut bien l'avouer, étaient extraordinaires : non seulement ils pouvaient traiter un bien plus grand nombre de dénutris, mais ils réussissaient même à en guérir neuf sur dix. Selon eux, jusque-là, on n'avait jamais traité autant de patients en si peu de temps et avec un tel taux de guérison.

Ils parvinrent à soigner une population qu'ils n'arrivaient pas à soigner auparavant : les dénutris aigus modérés. Les modérés ne sont jamais hospitalisés : il n'y a pas assez de place et, de toute manière, leur état ne requiert pas une intervention médicale continue. Mais comme ils sont bien plus nombreux que les sévères, c'est le groupe qui présente le plus fort taux de mortalité.

La campagne de MSF de cette année-là devait marquer l'avènement d'un principe désormais appliqué dans des milliers de centres : le traitement ambulatoire d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée, grâce au fameux Plumpy.

Deux ans plus tard, en 2007, dans une déclaration commune, l'Organisation mondiale de la santé, l'Unicef et le Programme alimentaire mondial le promurent meilleure option pour le traitement de la dénutrition infantile.

Le succès a toujours des conséquences imprévues. Investis de leur rôle de chercheurs de nouvelles méthodes, les experts

de MSF commencèrent à penser qu'administrer du Plumpy'Nut aux dénutris aigus – sévères ou modérés – n'était pas suffisant : que face à une population constamment au bord de la dénutrition, aller à la rencontre des gens pour leur proposer un complément alimentaire pourrait éviter que leur état ne s'aggrave et qu'ainsi, non seulement ils sauveraient beaucoup de vies, mais s'éviteraient aussi d'énormes investissements en médecins, infrastructures hospitalières, hospitalisations – investissements qui pourraient être alloués à la distribution de davantage de compléments.

– En donner à tout le monde, cela revient en quelque sorte moins cher que de choisir à qui les donner : les frais de personnel diminuent pas mal parce qu'il n'y a plus besoin d'effectuer des tris compliqués. Et aussi parce qu'il y a beaucoup moins d'enfants qui arrivent dans les hôpitaux avec des complications plus difficiles à soigner et plus coûteuses à prendre en charge. Les taux de mortalité diminuent donc énormément car on a pris soin du patient avant que son organisme ne soit définitivement compromis.

Stéphane Doyon, médecin de MSF, expert reconnu en la matière, me dira plus tard : que les plus menacés, ce sont les enfants fraîchement sevrés, qui cessent de recevoir les nutriments dont ils ont besoin pour se développer et, au lieu de cela, ont la panse remplie de farine et d'eau. Qu'il faut leur donner surtout des protéines animales, des fruits et des légumes, ce qu'ils ne reçoivent pas.

Médecins Sans Frontières contacta Lescanne et lui demanda de concevoir un Plumpy à cet usage : en 2007, Plumpy'Doz, un complément plus dilué, conditionné dans des récipients hebdomadaires, à prendre trois fois par jour, était prêt à être testé. Il fut testé dans plusieurs villages de la région de Maradi ; au bout de quelques mois, on constata que ceux qui n'en avaient pas pris étaient tombés malades – ou étaient morts – dans des proportions deux fois plus élevées que les autres.

– En plus, cela nous permet d'améliorer d'autres aspects des soins médicaux apportés à ces enfants. Par exemple : il n'est pas facile de convaincre une mère de parcourir dix kilomètres à pied avec son bébé pour aller le faire vacciner, mais si elle doit aller chercher des compléments alimentaires, elle

n'hésite pas et, une fois sur place, elle trouve très bien qu'on le vaccine. Ou n'importe quelle autre mesure préventive.

Dira Doyon.

Les compléments alimentaires préparés ne constituaient pas seulement un progrès important dans la lutte contre la dénutrition ; ils allaient aussi commencer à devenir un gigantesque business.

À la fin des années quatre-vingt-dix, C. K. Prahalad, un économiste américain né en Inde, inventa un concept qui pourrait fonctionner et inciterait les grandes entreprises à s'intéresser à une immense masse de consommateurs dont personne ne s'occupait. Il appelait cette catégorie les BoP, *the Botthom of the Pyramid*, le bas de la pyramide : les quatre milliards de personnes qui vivent avec moins de 2,50 dollars par jour.

Prahalad, qui avait étudié à Harvard et enseignait au Michigan, insistait sur le fait que s'occuper d'eux pouvait être une très bonne affaire : entreprises, gouvernements et organismes internationaux devaient cesser de les voir comme des victimes et les considérer comme des consommateurs exigeants – ce qui leur permettrait de dégager des bénéfices plus que juteux.

C'est ce que font déjà bon nombre de multinationales, comme Ericsson ou Sony, qui projettent de fabriquer des téléphones portables avec des touches à dessins pour Africains analphabètes, ou même Unilever, qui vend en Inde un shampooing qui lave mieux à l'eau froide – pour tous ceux qui n'ont pas l'eau chaude.

L'industrie des compléments alimentaires pourrait entrer dans cette catégorie – même si, en principe, leurs acheteurs seraient, majoritairement, non pas les consommateurs mais les gouvernements ou les organisations qui les assistent. Ils pourraient cependant faire pression sur eux pour qu'ils achètent et distribuent ces produits.

En 2012, Nutriset fabriqua près de 15 000 tonnes de Plumpy'Nut, soit dix fois plus que dix ans auparavant. La famille Lescanne, propriétaire de la société, en tire des millions de bénéfices : ils disent en réinvestir la plus grande partie en Recherche et Développement. En 2008, pour répondre aux critiques soulevées par ces bénéfices et en raison du zèle avec

lequel il gardait le brevet de ses inventions, Nutriset commença à proposer un système de franchises : le producteur local – à condition qu’il se trouve dans un pays pauvre – a désormais le droit d’utiliser leur marque, leur savoir-faire et leur support technique pourvu qu’il s’engage à acheter à la maison mère les machines, les emballages et certaines composantes – minéraux, vitamines. Des petites usines de Plumpy ont ainsi vu le jour dans une douzaine de pays africains. Pourtant, la formule ne fonctionne pas complètement : ici, à la Société de Transformation Alimentaire du Niger, sans aller plus loin, on produit de la pâte avec des arachides locales mais de l’huile de palme de Malaisie, du sucre argentin, du cacao ivoirien acheté en Europe – et, pour une question d’échelle, la pâte locale finit par coûter plus cher qu’une pâte française. Quoi qu’il en soit, le traitement demeure coûteux : six mois de complément Plumpy’Nut revient à près de 50 dollars par enfant – dans un pays où tous ceux qui pourraient en avoir besoin vivent avec moins d’un dollar par jour.

Honteux, un peu en douce, j’en ai goûté un après-midi, à l’hôpital de Madaoua : le Plumpy est pâteux, onctueux, se laisse manger, a un goût de nougat aux cacahuètes ; plutôt salé pour un produit censé être sucré.

Abdoul, un petit de deux ans, visage large, petit corps tout maigre, a accouru pour me le réclamer. Je le lui ai donné, il riait comme un fou tandis qu’il se tartinait le visage de cette pâte marron, s’en pouléçait.

D’aucuns prétendent que le Plumpy est un produit typique de l’époque du succédané : sucré sans sucre, café sans caféine, beurre sans cholestérol, vélo sans déplacement, cigarette sans fumée, sexe sans contact, alimentation sans nourriture : une manière de faire comme si ces enfants qui ne mangent pas mangeaient, comme si ces millions de miséreux allaient rester en vie.

Son succès a suscité le débat. Il y a surtout ceux qui remettent en cause l’idée d’intervenir dans une situation structurelle au moyen d’un remède palliatif, « une réponse médicale à un problème social » : la fameuse poudre de perlimpinpin.

Médecins Sans Frontières dit en avoir conscience, mais sait aussi que sa tâche – son champ de manœuvre – n’est pas de réduire la malnutrition mais d’éviter dans la mesure du